

Encyclopédie de la Méditerranée

Eno

LES FLUX D'ÉCHANGES

EN MÉDITERRANÉE



A L I F • Tunisie
LES ÉDITIONS DE LA MÉDITERRANÉE

ÉDISUD • France

TOUBKAL • Maroc

A. Sid Ahmed

L'Encyclopédie de la Méditerranée existe pour l'instant en trois éditions : française, italienne et arabe. C'est une coproduction issue d'un partenariat entre différents éditeurs des rives de la Méditerranée.

La problématique générale de l'Encyclopédie est de vérifier si la Méditerranée – avec les complexités, les différences et les tensions qui la traversent – constitue un ensemble susceptible d'être un objet d'analyse et de recherche. L'organisation actuelle des connaissances inciterait plutôt à aller à l'encontre de cette hypothèse, car peu d'enseignements y sont aujourd'hui, directement ou indirectement, applicables. Cependant, une lecture transversale des potentialités rend cette tentative pour le moins raisonnable.

La démarche s'inscrira d'une part dans une vaste perspective historique, pour montrer que les antagonismes ont finalement généré moins de blessures graves que de rencontres et de contributions positives. D'autre part, parce qu'il n'est pas possible de s'en tenir à la seule identité historique, si riche et si complexe soit-elle, l'Encyclopédie aborde le présent, pour prendre conscience des dangers et des difficultés qui paraissent s'opposer aujourd'hui au renouveau des échanges entre cultures méditerranéennes. L'Encyclopédie pose donc les prémices d'une véritable entreprise culturelle qui a l'ambition d'inscrire la Méditerranée au cœur du débat actuel, de la réflexion et de la recherche de perspectives adaptées aux attentes des peuples méditerranéens. Avec de possibles retombées sur le contexte de l'enseignement et sur la conception même des différentes disciplines.

Soixante titres sont déjà programmés dans la section « Histoire » – depuis la sédentarisation jusqu'à la fin du premier millénaire de notre ère – et dans la section « Temps présent » – sciences humaines, écologie, économie et ressources.

L'Encyclopédie de la Méditerranée est publiée avec le concours de l'Union européenne.

ENCYCLOPÉDIE DE LA MÉDITERRANÉE

EDM

Série
TEMPS PRÉSENT

Les ouvrages de l'Encyclopédie de la Méditerranée
sont actuellement publiés par les éditeurs
suivants :

Alif-Les Éditions de la Méditerranée, Tunisie
Edisud, France
Editions Jaca Book, Italie
Editions Toubkal, Maroc
Dar el Fergiani, Libye

ABDELKADER SID AHMED

LES FLUX D'ÉCHANGES
EN MÉDITERRANÉE.
DONNÉES,
FONDEMENTS HISTORIQUES
ET PERSPECTIVES

Édisud

Alif

Toubkal

© 1996
pour l'édition française
Edisud, France
tous droits réservés

première édition en langue française
septembre 1996

couverture et maquette
Alif-Les Editions de la Méditerranée

La réalisation de l'Encyclopédie de la Méditerranée est soutenue par l'Association internationale SECUM. Sciences, Education et Culture en Méditerranée (siège à Aix-en-Provence, Tunis, Casablanca, Milan).

ISBN 2-85744-878-3 Edisud
ISBN 9973-22-054-4 (coll.) Alif
ISBN 9973-22-057-9 Alif

SOMMAIRE

Introduction

Page 11

L'héritage méditerranéen

Page 15

La formation de l'espace économique méditerranéen
La centralité de la Méditerranée remise en cause

L'Europe du Nord-Ouest détrône la Méditerranée

Page 27

L'émergence du capitalisme commercial et la Méditerranée
La révolution industrielle et la «périphérisation»
de la Méditerranée

L'intégration de la Méditerranée au noyau
industriel occidental

Page 45

Les processus d'endettement ottoman, égyptien et tunisien
L'expansion des échanges méditerranéens

La Méditerranée entre
centre et périphérie

Page 53

Impact économique, social et politique
Un «lopsided» modèle de développement

Les tentatives récentes de rééquilibrage :
industrialisation et réindustrialisation
à partir des ressources naturelles

Page 63

Rente pétrolière et industrialisation
Les limites du processus de développement à partir
de la valorisation des ressources naturelles

Conclusion

Méditerranée 2000 :
coopération ou fracture ?

Page 75

Notes

Page 79

Bibliographie

Page 81

Carte

Routes caravanières
moyen-orientales au début
du XIX^e siècle

Page 32

Tableaux

1. Importations françaises et britanniques
en provenance du Moyen-Orient
au cours des XVII^e et XVIII^e siècles
Page 30

2. Importations françaises de coton
du Levant au XVIII^e siècle
Page 31

3. Exportations britanniques vers
le Proche-Orient 1814-1850
Page 37

4. Exportations britanniques de biens à base
de coton vers le Proche-Orient 1824-1850
Page 37

5. Le commerce français
avec la Méditerranée occidentale
1790-1856
Page 39

6. Valeurs estimées du commerce
entre l'Égypte, la Syrie, la Palestine
et divers pays européens 1836-1839
Page 44

7. Emprunts levés par l'Empire ottoman
de 1854 à 1879
Page 46

8. Dépenses et recettes
gouvernementales estimées en Egypte
1852-1879
Page 48

9. Sud et Est de la Méditerranée :
commerce 1800-1914
(exportations plus importations)
Page 52

10. Valeur et quantum des échanges
1913-1955
Page 57

11. Evolution des paiements directs
des compagnies pétrolières aux Etats
Page 61

12. Echanges commerciaux
de la Méditerranée (en 1989)
Page 70

Annexes

0. Méditerranée : indicateurs généraux
et structure du produit intérieur brut, 1991
Page 98

I. Méditerranée : valeur et structure
des exportations par régions, 1992
Page 100

II. Méditerranée : valeur et structure
des importations par régions, 1992
Page 102

III. Méditerranée : structure des exportations
par principales catégories et certains groupes
de produits, 1992
Page 104

IV. Méditerranée : structure des importations
par principales catégories et certains groupes
de produits, 1992
Page 106

V. Dette à long terme et son rapport au produit
national brut : service de la dette
et son rapport aux exportations
de biens et services
Page 108

VI. Production pétrolière :
région arabe et Iran
Page 110

INTRODUCTION

Comme l'observe Paul Balta, depuis des temps immémoriaux la Méditerranée est tout à la fois zone de confrontations mais aussi d'échanges (Balta, 1992, p. 13). De fait, toute analyse des flux d'échanges en Méditerranée ne peut évacuer cette propension méditerranéenne à la confrontation dont le fondamentalisme musulman et ses attaques contre l'Occident du Nord méditerranéen est la dernière mouture. On observe ainsi rétrospectivement une sorte de «mouvement pendulaire» dans le temps et dans l'espace où alternent successivement guerres, parfois interminables, et échanges intenses : juifs contre Babyloniens, Hittites contre Egyptiens, Perses contre Grecs, Rome contre Carthage, croisades contre chrétiens et musulmans, expulsion des juifs et Arabes d'Espagne, suprématie de l'empire ottoman et son démembrement, expéditions coloniales britannique, française, italienne et espagno-

le, décolonisation. Symboles aussi dans ce contexte comme l'observe également le même Balta, qu'Ulysse et Sindbad. Le premier devenu figure emblématique à travers *l'Iliade* et *l'Odyssée* de la civilisation méditerranéenne annonciateur du miracle grec, le second personnage central des *Milles et une nuits*, reflets du miracle arabe, héritier au moins en partie du miracle grec, mais inspirateur ainsi de la Renaissance européenne (Balta, 1992, p. 13).

Ces échanges intenses s'inscrivent chaque fois dans des logiques différentes, celles imprimées par les divers centres hégémoniques qui se succèdent et qui en influencent fortement les caractéristiques. De la drachme grecque souveraine, à la livre sterling fondement de l'étalon-or, se succèdent des formes d'échanges reflets, des formes de domination et partant des types de spécialisation et de division du travail impliqués : blé pour Athènes et Rome, coton pour l'industrie britannique par exemple, plus près de nous, le rôle de fournisseur d'énergie à l'économie mondiale «conféré» aux pays arabes. La nature et la structure des échanges actuels en Méditerranée est largement le résultat des grandes découvertes qui ont bouleversé l'économie mondiale : Renaissance et grandes Découvertes d'abord, Révolution Industrielle ensuite, événements qui ont eu pour conséquence de transférer hors de la Méditerranée les centres de pouvoir et de changements structurels et engendrer le déclin de la zone. Ainsi la révo-

lution des transports par exemple, a-t-elle mis fin au rôle majeur historique des îles : Baléares, Corse, Sardaigne, Sicile, Malte, Crète, Rhodes et Chypre pour ne citer que les plus importantes, qui constituèrent le point focal tout à la fois des échanges mais également des affrontements. Il n'est pas nécessaire de rappeler le rôle civilisationnel intense de la Crète à la Sicile, lieux privilégiés de métissage des cultures antiques et des civilisations chrétienne et musulmane. Ce sont encore plus largement des paramètres exogènes qui déterminent et détermineront encore plus demain, les logiques de production et d'échange de la région. Globalisation de la production des marchés, nouvelles technologies, blocs commerciaux hégémoniques, façonnent déjà la Méditerranée d'aujourd'hui et celle de demain. Quels sont les flux d'échanges aujourd'hui en Méditerranée ? à quelle logique obéissent-ils ? quelle Méditerranée dessinent-ils ? Ce sont là les questions cruciales abordées ici.

L'HÉRITAGE MÉDITERRANÉEN

La formation de l'espace économique méditerranéen

Grosso modo, la Méditerranée, en tant qu'entité, se confond avec le monde gréco-romain au départ. Ce dernier est une «abstraction fuyante» dès que l'on essaie de le situer dans le temps et l'espace (Finley, 1973, p. 32). L'année 1000 avant Jésus-Christ et qui symbolise le Moyen Age grec est souvent prise comme point de départ, son reflet se trouvant dans les poèmes homériques. Au début, ce monde se limitait à un petit coin des Balkans et à quelques enclaves sur la côte aujourd'hui turque de la mer Egée. A la mort de Trajan en 117, l'Empire romain s'étendait sur près de 4800 kilomètres de l'Atlantique jusqu'au flanc du Caucase, de l'Angleterre et du Rhin au nord, au Sahara au sud et au-delà jusqu'au Golfe persique (J.-B. Bury, 1900, p. 18). La population de l'ensemble oscillait entre 50 et 60 millions au début de

l'ère chrétienne, répartie inégalement d'une région à l'autre, entre villes et campagnes. Cinq à six capitales administratives fortement peuplées telles que Rome, Alexandrie ou Carthage, s'imposaient. Fait saillant, le monde gréco-romain se rassemblait autour de la Méditerranée, *mare nostrum*, notre mer, avec des grands centres comme Syracuse Cyrène, Rome, Alexandrie, Antioche, Constantinople, avec une profondeur souvent limitée à quelques kilomètres à l'intérieur des terres. Au-delà, c'était la périphérie, exploitée pour ses peaux, ses excédents alimentaires, ses métaux et ses esclaves.

«Nous habitons une partie de la terre, du Phase (sur la côte est de la mer Noire) jusqu'aux colonies d'Hercule (Déroit de Gibraltar) et vivons autour de la mer comme des fourmis, et des grenouilles autour d'un marécage» (Platon, *Phédon* 109 B).

Autre fait saillant, les grandes différences observables entre le monde méditerranéen et les pays du Proche-Orient. Tout d'abord, la région méditerranéenne constitue une seule «région climatique», marquée par des pluies d'hiver et de longues périodes de sécheresse en été, par des sols légers et le *dry-farming*, la culture à sec, par contraste avec l'irrigation, pilier d'une partie de l'économie du Proche-Orient. En Méditerranée, l'habitat pose peu de problèmes, la population vit souvent dehors, l'agriculture s'y pratique sur les meilleurs sols, les plaines côtières et les grands

plateaux de l'intérieur. Cette agriculture est constituée de céréales de base, de légumes et de fruits, raisins et olives notamment, les pâturages conviennent au petit bétail : moutons, porcs et chèvres. L'olive est source du principal corps gras disponible, du meilleur savon et de l'huile d'éclairage (E. C. Semple, 1931, chap. V).

Ces caractéristiques s'opposent à celles des économies proche-orientales : Egypte, Mésopotamie ; en effet, ni l'olivier ni la culture à sec ne nécessitent d'organisation sociale complexe, fondement des grandes civilisations des vallées du Nil, du Tigre et de l'Euphrate. Les économies proche-orientales, en outre, étaient dominées par de vastes complexes organisés autour d'un palais et de temples qui monopolisaient l'essentiel des terres cultivables, la «production industrielle» et le commerce extérieur (commerce de ville à ville, mais aussi le commerce avec les pays lointains) et organisaient la vie, sous tous ses aspects, notamment économique au moyen d'une bureaucratie de «scribes». A l'opposé, le monde gréco-romain était pour l'essentiel un monde de propriété privée (Finley, 1973, p. 31).

Avec les conquêtes d'Alexandre et ensuite des Romains, un changement crucial se produisit : le monde gréco-romain s'étendit vers l'intérieur, notamment vers le Nord. Au terme de ce processus, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Europe centrale jusqu'au Danemark, furent intégrées. Relevons que ces provinces du Nord n'ap-

partenaient pas au climat méditerranéen et présentaient des sols plus lourds. Relevons également que les coûts prohibitifs du transport par terre les empêchaient de bénéficier pleinement des avantages du commerce méditerranéen, à l'exception des régions proches des rivières navigables (Italie notamment).

De ce processus de fusion, ou tout du moins d'articulation des deux économies méditerranéenne et proche-orientale, ainsi que de l'intégration des provinces du Nord, aurait résulté une «unité économique unique», axée sur la Méditerranée, unité cimentée par l'échange intensif de toutes les sortes de denrées de base et de produits manufacturés, y compris les quatre articles fondamentaux de tout commerce : le grain, le vin, l'huile et les esclaves (Walbank, 1969, p. 20). Les produits d'Égypte se vendent partout, les industries de Gaule s'imposent sur le «marché mondial», ce dont les fouilles archéologiques témoignent (Walbank, p. 28 et s.). De son côté, Rostovtzeff précise que l'échange de produits manufacturés d'usage quotidien était des plus actifs (Rostovtzeff, 1957, p. 69).

Cette idée d'un marché mondial axé sur la Méditerranée a été cependant ultérieurement contestée. Ainsi, Finley, sur la base notamment des travaux de Wheeler sur *les influences romaines au-delà des frontières impériales*, observe que si Rome vivait bien du grain importé de Sicile, d'Espagne, d'Afrique du Nord et d'Égypte, l'em-

pereur Julien dut personnellement intervenir pour faire livrer à l'Antioche, menacée par la famine, les grains de Syrie distante de 80 kilomètres (Finley, 1973, p. 38). En fait, le monde antique avec son bas niveau technologique, ses capacités de distribution et de stockage limitées, vivait en permanence sous les menaces de famines, et ce notamment dans les villes, c'est dire le rôle crucial des échanges et tout particulièrement des approvisionnements en nourriture et en bois (L. Gernet, 1909). Ainsi à Athènes, le blé était associé directement à la défense du pays (Finley, 1973, p. 227). Sous les Byzantins, les échanges Est-Ouest en Méditerranée connurent une expansion importante après le retour à la sécurité, mais au cours de la période qui suivit la mort du prophète Mohammed, l'unité méditerranéenne fit place à deux empires : l'empire chrétien et l'empire musulman (Lewis, 1977). Les relations commerciales connurent une forte expansion alors au sein du monde musulman, malgré les querelles califales, alors que l'empire byzantin évoluait vers un système d'empire forteresse privilégiant la guerre contre les musulmans au développement de la marine marchande (Ashtor, 1985, p. 362). Les échanges Est-Ouest devinrent le seul apanage alors des Radhanites du nom de la ville de Radhan à l'est du Tigre (Ashtor, 1985, p. 363) et à l'ouest des Amalfitains (Cohen, 1977, p. 290 et s.). Les marchands juifs paraissent également avoir été très actifs dans ce commerce Est-Ouest, comme l'at-



testent les nombreux documents de la *Geniza* et notamment les lettres du grand commerçant Jacob ibn Aukal qui vont des années 990 à 1038. La lecture de ces documents nous apprend un certain nombre de choses sur les échanges entre l'Égypte et l'Espagne. Ibn Aukal exportait ainsi d'Espagne vers le Proche-Orient, du cuivre, du plomb, du corail, de l'huile d'olive ainsi que de la soie de Sicile (Goitein, 1967 et 1973). Ce rôle des juifs devait cependant décroître ensuite, en raison de l'impossibilité pour ces derniers de vendre aux musulmans le bois et la fonte disponibles en Italie et notamment chez les marchands vénitiens (Ashtor, 1985, p. 366).

Les croisades qui débutent au XI^e siècle et qui reflètent le rôle croissant du catholicisme romain marquent une nouvelle étape. Comme l'observe Newhall «la croisade fut l'occasion d'indulgence pour les aventures guerrières sous des dehors ascétiques avec la possibilité d'avantages mondiaux sur une nouvelle terre et la certitude de bénéfices spirituels... le fanatique, l'aventurier, le marchand l'entreprenant, le débiteur, le serf, le hors-la-loi, tous trouvèrent dans la croisade une occasion bienvenue pour une amélioration possible de leur sort» (Newhall, 1963, p. 42). Parmi les bénéfices retirés par l'Église romaine de ces aventures, l'expansion des marchés, l'hégémonie doctrinale et la baisse des coûts de transaction sont les plus cités par les auteurs (Anderson et al., 1992, p. 347). Plus concrètement, l'Église devait réaliser des

bénéfices considérables du contrôle des lieux saints, en raison des rentes du tourisme (pèlerinage), et des reliques (Thurston, 1913, p. 737).

Dans le cas précis des Génois, des Vénitiens et des Pisans, le commerce fut la principale motivation. Les bénéfices provinrent de plusieurs sources notamment de l'octroi de privilèges commerciaux spéciaux et d'exemptions fiscales dans les lieux saints (Robert, 1985, p. 389). Les croisades contribuèrent ainsi à l'expansion d'une nouvelle classe sociale riche en Europe : la classe des marchands, marchands qui avaient accumulé des bénéfices importants dans le commerce extérieur méditerranéen, renforçant les Etats-cités, l'émancipation urbaine et la désintégration du système fiscal comme Bautier l'a montré dans son ouvrage concernant *le développement économique de l'Europe médiévale*.

De fait, les Etats-cités¹, Pise² et Gênes³ jouèrent avec les croisades un rôle prédominant dans les échanges commerciaux avec l'Est de la Méditerranée et notamment Alexandrie, d'autant que Venise et Gênes étaient les intermédiaires obligés pour les textiles flamands à destination du Proche-Orient (Malanima, 1987 et Ashtor, 1978). Les importants traités commerciaux signés ensuite par Pise et Venise avec les sultans d'Egypte, confirmèrent cette primauté. Alors que l'économie marchande primait en haut Moyen-Age, si on le compare à l'Europe, dans le monde musulman médiéval au bas Moyen-Age, c'est

l'Europe qui prend les devants, le distançant de plus en plus (Cohen, 1970, p. 31). Cette intervention constitue un autre point de rupture dans l'histoire de la Méditerranée et plus concrètement des échanges. Si le monde musulman reste affecté par des facteurs communs avec d'autres sociétés, on observe que ces phénomènes ne sont pas le seul résultat d'une évolution endogène, mais également le contrecoup des évolutions qui l'entourent. Comme l'observe Cohen, la même décadence avait affecté Byzance avant d'affecter même ceux des méditerranéens d'Occident qui n'auront pas su à temps convertir leur économie (Cohen, 1970, p. 31).

La centralité de la Méditerranée remise en cause

Avec le déplacement du centre de l'économie moderne vers l'Europe du Nord au détriment de Venise et de Florence, à l'exception du décalage en faveur de l'empire ottoman ou du moins de ses provinces centrales, c'est le système méditerranéen qui décline. Le débat reste vif aujourd'hui entre les historiens pour savoir comment à la fin d'une période donnée, fin du Moyen-Age-début des temps modernes, a pu se produire ce renversement de tendance, renversement attribué au début d'une suprématie technologique européenne sur l'Orient. Une des thèses avancées en parallèle, est celle qui fait du christianisme occidental

le promoteur du progrès technique au Moyen-Age, à la différence du catholicisme oriental plus contemplatif (Lynn, 1978, p. 227). Sans entrer dans le détail ici, notons que cette thèse de la connexion des attitudes intellectuelles et du développement technologique, peut-être valable pour la fin du Moyen-Age, ne rend pas compte des importants progrès réalisés par les Byzantins (superbes dômes) ou de l'invention du raffinage du sucre par les Arabes sans parler du compas maritime (Watt, 1972).

De fait, de nombreuses inventions intervinrent dès la fin du XIII^e siècle en Europe, inventions qui devaient jeter les bases de la révolution industrielle quelques siècles plus tard : le rouet, l'horloge mécanique, le recours à la force hydraulique dans la production industrielle, les techniques minières, le vilebrequin, etc. (Ashtor, 1989, p. 15). Au-delà, Ashtor a montré qu'au-delà des attitudes intellectuelles, les déterminants du progrès industriel et technologique européen sont à rechercher du côté des facteurs suivants : les migrations de travailleurs qualifiés (rôle des tisserands flamands dans le développement de l'industrie lainière anglaise et à Vienne, rôle-clé des tailleurs français dans l'industrie lainière génoise, rôle des tisserands lombards dans les ateliers de production de laine de Florence, rôle des teinturiers vénitiens dans l'industrie du lin souabe, tailleurs allemands à Vicence, rôle-clé des artisans français et allemands, dans la production véni-

tienne de miroirs, etc.), l'introduction de matières premières nouvelles (cristaux de roches du Tessin riches en silicate pour l'industrie du verre de Murano, cobalt d'Allemagne pour la teinture du verre, manganèse du Piémont pour la limpidité du verre, etc.). Bref, les migrations de travailleurs qualifiés se révélèrent décisives dans la diffusion en Europe des innovations technologiques (d'ores et déjà protégées par le secret), de pair avec l'introduction de matières premières nouvelles.

Dès cette époque, les conditions de production industrielle en Europe occidentale diffèrent de celles du Proche-Orient ; si les échanges font bien apparaître des importations de colorants à base d'oxyde de cuivre par exemple, les matières premières coûteuses ne font l'objet que de faibles importations du monde musulman. Asthor observe que l'importation d'importantes quantités de ces matières premières était impensable dans les «conditions économiques et sociales du Levant» à la fin du Moyen-Age (Asthor, 1989, p. 23).

Les politiques étatiques jouèrent enfin un rôle crucial dans la promotion industrielle et technologique ; les princes et les gouvernements des communes jouèrent un rôle-clé dans le développement industriel ; les Sforza à Milan avec le développement des techniques hydrauliques, les Montefeltre à Urbino et le développement de la mécanique, l'expansion de l'industrie de la soie en France par Louis XI, le rôle des Angevins de Naples dans l'expansion lainière et l'importation.

des brebis d'Afrique du Nord dont la laine était réputée, etc. La mise au point de la fonte dans la région du Rhin au milieu du XIV^e siècle, constitua un des éléments majeurs du développement technologique et industriel européen. Les grandes découvertes ont été présentées souvent comme l'événement principal ayant entraîné la décadence du monde musulman. De fait, la découverte de la route du Cap est plutôt le couronnement d'une décadence amorcée antérieurement alors que l'Europe connaissait les transformations majeures évoquées ci-dessus (Cohen, 1970, p. 32). Parmi les causes alléguées de cette situation, citons les suivantes : la relative pauvreté minière et l'épuisement de certains gisements (gisements d'or de Nubie, puis la dépendance de l'Egypte envers le fer importé), à une époque où l'Europe découvrait les siens, la peste noire et autres épidémies (Miskimin et Udovitch, 1970), les invasions intérieures comme celles des Hilaliens en Afrique du Nord ou venues du dehors comme celles des Mongols en Asie, invasions qui ruinèrent l'agriculture et certaines villes, l'incohérence des politiques incompatibles avec la croissance économique (Lapidus, 1967). Enfin et surtout, l'économie marchande du Moyen-Age musulman était comme celle de l'Antiquité, une économie de spéculation et d'acquisition, spéculation car les marchands cherchaient les marges maximales, économie d'acquisition, car l'objectif des Etats et des aristocraties utilisatrices du commerce, visaient à

se procurer les éléments de leur puissance ou de leur aisance de vie, à travers les importations plutôt qu'à écouler une production. Comme l'observe encore Cohen, l'idée d'alimenter un commerce grâce à un surplus de production pour assurer ou accroître le travail et les ressources des producteurs, ou pour équilibrer la balance commerciale, idée présente dans tout Etat moderne, n'effleurait pas alors le Proche-Orient médiéval, les techniques existantes garantissant des ventes intérieures supérieures aux possibilités de production. D'où l'absence d'incitation à l'amélioration des techniques et des rendements, or c'est cette conversion – on l'a vu – qu'entamait, en revanche, à ce moment l'Europe (Cohen, 1970, p. 36).

L'EUROPE DU NORD-OUEST DÉTRÔNE LA MÉDITERRANÉE

L'émergence du capitalisme commercial et la Méditerranée

S'il est difficile, comme le note Owen, de parler d'un «déclin absolu» du monde musulman, il est indiscutable, en revanche, que son retard s'accroît face à l'émergence rapide du capitalisme commercial en Angleterre, en France, en Hollande et ailleurs dès le XVI^e siècle. Ce retard s'affirme malgré l'expansion retrouvée au Proche-Orient suite à la conquête ottomane et à la remise en état des systèmes d'irrigation, du retour à la sécurité et à la suppression, entre autres, des barrières au commerce intra-régional (Owen, 1981, p. 3). Le problème est que ces progrès ne permirent pas à l'économie moyen-orientale d'affronter la concurrence commerciale et industrielle, de plus en plus dure, de l'Europe. Raymond note ainsi la difficulté croissante des artisans textiles égyptiens à soutenir

la concurrence des vêtements européens importés sur place, mais également sur leurs marchés traditionnels d'exportation (Raymond, 1973).

Ces changements modifièrent progressivement le rapport de force économique entre le Moyen-Orient et l'Europe occidentale. Un aspect important de ce changement, est la modification de la structure des échanges tant en Méditerranée que dans l'Océan Indien. Au cours du XVI^e siècle, l'un des traits essentiels du commerce moyen-oriental était le transit du poivre d'Asie, des épices et de la soie à destination pour l'essentiel de Venise (Lane, 1940). Au XVII^e siècle, le gros du commerce des épices est dérouté sur le cap, alors que la prééminence vénitienne en Méditerranée est disputée tour à tour par les Hollandais, mais surtout par les Anglais et les Français. Il en résulta *un nouveau schéma de commerce international* caractérisé par la vente de biens manufacturés européens, notamment les vêtements de laine, en échange de produits primaires pour lesquels émergea une demande croissante, à l'exception de la soie, difficilement utilisable sur les nouvelles machines italiennes. En conséquence de ce nouveau schéma commercial, la production de cultures de rente (*cash crops*) augmenta dans certaines régions, suite à la demande européenne en expansion, privant parfois les artisans locaux de ces matières premières. Le commerce moyen-oriental, au début du XIX^e siècle, concerne pour l'essentiel et cela est révélateur, les importations et parfois la réexportation

de biens européens à l'Ouest; de la Perse, de l'Inde, des Indes orientales à l'Est, d'Afrique et de la péninsule arabique au Sud (Gibb et Bowen, T. 1, 1950). Pour ce qui concerne l'Europe, les ports d'entrée concernés étaient les suivants : Istanbul, Izmir et Alexandrie, et à moindre degré Alexandrette, Lattakie, Tripoli, Beyrouth, Sidon et Acre, ainsi que Bassorah. Un volume substantiel de biens transite également par le Danube, la mer Noire ou la Caspienne. Le gros du commerce consistait pour l'essentiel en produits textiles et en biens dits coloniaux : café de l'Inde et sucre en échange de produits locaux comme le coton, la soie, la laine. Bassorah de son côté, recevait des textiles, du sucre, des épices, de l'indigo, du riz, de l'encens et de la gomme d'Arabie, biens réexportés pour l'essentiel vers l'Arabie, le Kurdistan, l'Arménie, l'Anatolie et la Syrie.

Les biens en provenance du Sud et de l'Est gagnaient la route proche-orientale via Bagdad et Le Caire, ou par mer à travers Bassorah et la Mer Rouge. L'Égypte était une autre province où le transit était important. Les caravanes du Darfour au Soudan amenaient les peaux, l'ivoire, la gomme, les plumes d'autruche, de la poussière d'or au Caire en échange de produits européens et indiens. Le commerce avec l'Afrique du Nord portait sur l'importation de miel, de beurre, de tarbouches, de babouches marocaines en contrepartie de café et d'épices de l'Inde et d'Arabie. A travers les ports de la mer Rouge, transitait la

Tableau 1. Importations françaises et britanniques en provenance du Moyen-Orient au cours des XVII^e et XVIII^e siècles (moyennes annuelles)

	Angleterre (£)*			France (Milliers de Livres)*		
	Total	Egypte	Saida, Acre, Jaffa, Tripoli	Alep	Izmir	Total
1621-1630-1634	249 000					
1633-1669	421 000					
1671-5		1 870	955	882	2 080	5 797
1686-1700		2 225	1 235	736	2 332	6 528
1699-1701	314 000					
1711-15		3 520	2 278	924	2 135	8 857
1717-21		2 494	3 256	1 179	2 306	9 235
1722-4	356 000					
1724-8		1 560	2 224	1 582	1 806	7 712
1736-40		2 017	3 373	1 666	1 949	9 005
1750-4		2 532	3 702	2 078	5 089	13 401
1752-4	152 000					
1765-9		2 889	3 138	2 578	9 606	18 211
1773-7		3 172	1 965	2 293	9 142	16 572
1785-9		2 863	1 810	3 517	14 221	22 411

* A partir de 1726 , 1 £ = 24 livres

Source : (England) Davis, 'English imports from the Middle East' in Cook, Studies, 202.

(France) G. Rambert (éd.), *Histoire du commerce de Marseille, V, Le Levant*. Paris.

(Paris, 1957), 370, 393n, 403n, 415n, 447n.

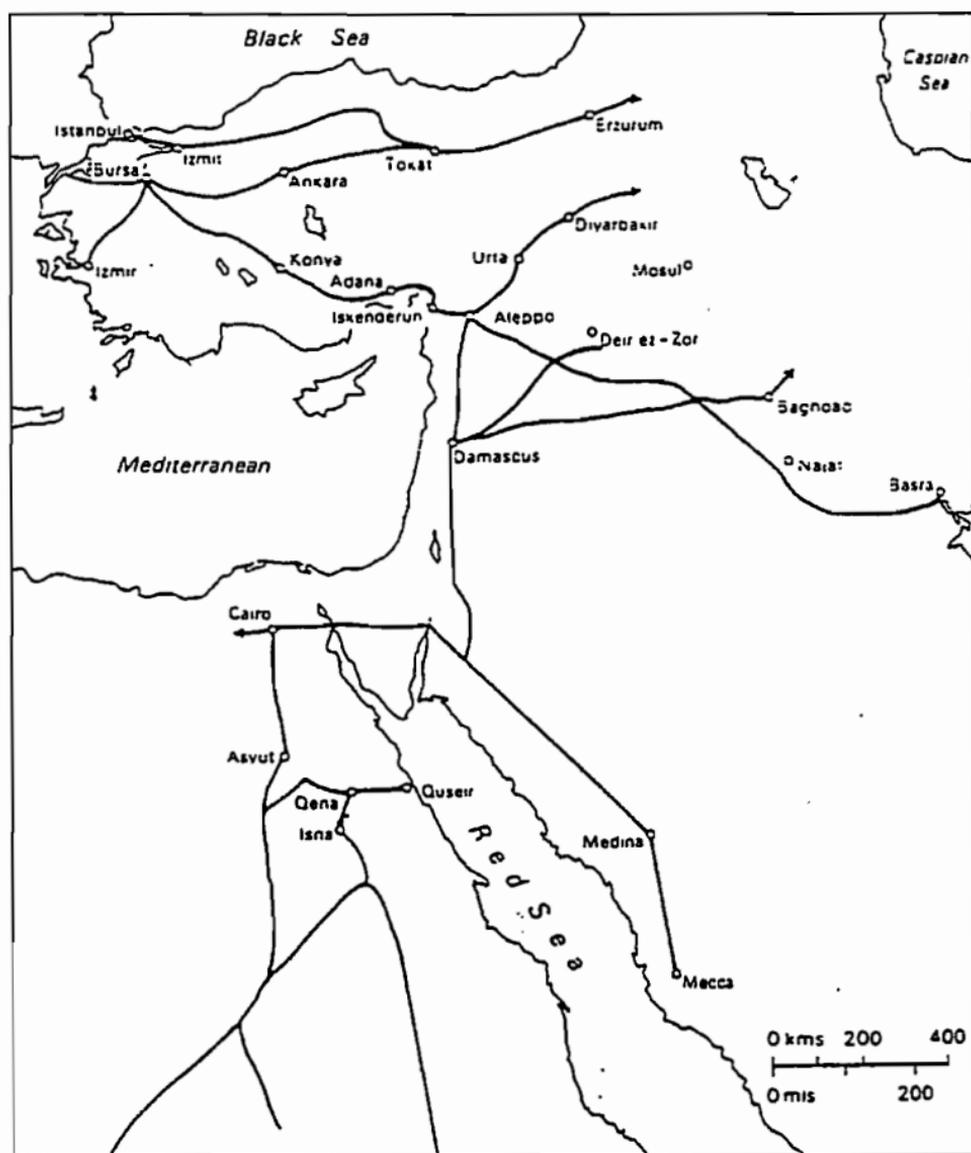
Tableau 2. Importations françaises de coton du Levant au XVIII^e siècle (moyennes annuelles)

En valeur (Milliers de livres)						
		1700-02	1717-21	1736-40	1750-4	1785-9
Syrie		95			1 134	69
A l'exception de la Palestine et d'Alep						
Alep		56			95,5	339
Izmir		22			1 621	6 923
b en poids (quintaux)						
Tous ports confondus	brut	4 316	18,944	30,789	52,550	95,979
	filé	16,949	15,607	14,889	13,853	10,805

Source : Rambert (ed.), v (Le Levant), 407n, 416, 448n, 511n.

moitié des importations totales égyptiennes : café du Yémen, gomme et encens d'Arabie, produits indiens en échange de céréales et textiles égyptiens ou de produits manufacturés européens (Raymond, 1973, chap. IV). Certains produits importés d'Afrique du Nord ou de l'Est par l'Égypte étaient localement consommés ou réexportés vers la Syrie, l'Anatolie, et l'Europe. En Turquie, les principales importations d'Europe consistaient en produits manufacturés, notamment les tissus à base de laine et de produits coloniaux comme le café en provenance de l'Inde. De Perse et de l'Inde, venaient les mousselines, les tapis, les soies et les satins. Les principales exportations consistaient en matières premières locales telles que le coton, la laine ou la réexportation de quantités importantes de soie persane de Tabriz à travers l'Anatolie (Ch. Issawi, 1970, p. 18).

Carte. Routes caravannières moyen-orientales au début du XIX^e siècle.



Source : Owen, 1981, p. 48.

Pour ce qui a trait au commerce *au sein de la région ottomane*, les flux d'échanges étaient gouvernés au début du XIX^e siècle, par deux facteurs différents, mais liés. Il y avait en premier lieu des échanges réguliers portant sur des produits manufacturés et semi-manufacturés, les matières premières, les produits alimentaires propres à chaque partie. En second lieu, existaient des échanges irréguliers, fonctions des pénuries conjoncturelles liées aux mauvaises récoltes, aux catastrophes naturelles, ou à la peste. Ainsi, à la fin du XVIII^e siècle, l'Égypte envoyait-elle en Syrie des haricots et du blé, selon les volumes de récoltes de part et d'autre. Des quantités *stables et régulières* de sucre étaient également envoyées, ainsi que des étoffes, des peaux, de l'indigo, du coton transformé, du lin, de la soie. En retour, l'Égypte recevait des volumes réguliers de colorants, d'huile d'olive, de savon, de fruits, de tabac, de soieries et en cas de nécessité du coton (Owen, 1981, p. 52). A la même époque, les exportations vers l'Anatolie consistaient en riz, céréales, dattes, peaux, coton et lin et de réexportation de produits soudanais et indiens, échangés contre des textiles, des fruits secs, des fourrures, du bois et des armes. Un trafic considérable d'esclaves existait également entre Rosette et Istanbul, les esclaves noirs d'Afrique étaient échangés en Turquie contre des esclaves blancs de Russie et des Balkans (Raymond, 1973, p. 189 et s.). Dans le cas de l'Égypte, le commerce avec

l'Europe ne représentait encore dans les années 1750 qu'une partie des exportations vers la Syrie : £ 100 000 pour la France contre 800 000 livres pour la Syrie (Owen, 1981, p. 52). Le commerce égyptien avec la Turquie représentait alors 67,5 millions de francs pour 13 millions pour l'Europe (Owen, 1981, p. 52). On obtient des chiffres similaires pour le commerce égyptien avec l'empire à la fin du XVIII^e siècle ou avec l'Arabie (34 millions) (Owen, 1973, p. 136, 149, 193). On observe donc qu'au début du XIX^e siècle, malgré un fort accroissement des échanges entre l'Europe et l'Empire ottoman, produits manufacturés contre produits primaires, *le commerce intra-régional* jouait alors un rôle bien plus important que le commerce avec l'Europe.

*La révolution industrielle et la «périphérisation»
de la Méditerranée*

A la fin du XVIII^e siècle, deux révolutions concrétisèrent la suprématie économique et politique croissante de l'Europe occidentale : la révolution industrielle et la Révolution française. Leurs effets sur la Méditerranée et plus particulièrement sur les échanges furent considérables. La révolution industrielle en générant un accroissement considérable des échanges, détermina une transformation complète des économies de la zone, de l'Égypte à l'Algérie. De son côté, la

Révolution française devait encourager l'adoption en Egypte et en Turquie notamment de toute une série de réformes visant à renforcer leurs capacités défensives face aux menaces d'interventions politiques et militaires des nations du noyau européen émergent (Owen, 1981, p. 57). Les guerres napoléoniennes et les premières étapes de la révolution industrielle en Grande-Bretagne, affectèrent fondamentalement le schéma. Tout d'abord, le commerce français en Méditerranée fut presque entièrement détruit, à la suite des restrictions imposées aux exportations françaises par la Convention en 1793 ; la maîtrise maritime de l'Angleterre et le départ des marchands français de l'Empire ottoman (Shaw, 1977, p. 29). La Méditerranée devint alors un lac britannique avec le bannissement également des alliés de la France contre l'Empire ottoman comme les Hollandais, les Autrichiens et les Italiens. L'ouverture de la mer Noire aux vaisseaux anglais, les facilités maritimes offertes à Alexandrie notamment, constituèrent le prélude à l'ouverture du Moyen-Orient aux biens manufacturés britanniques, tout au long des premières décennies du XIX^e siècle. Le tableau 3 montre l'importance du Proche-Orient pour les exportations britanniques. Comme le tableau 4 l'indique, le gros de ces exportations était constitué de produits à base de coton. L'importance du marché proche-oriental pour les produits britanniques peut être apprécié à sa juste valeur, lorsque

l'on sait que la Turquie, l'Égypte et l'Afrique représentaient 14 % du marché mondial de produits cotonniers britanniques (Shaw, 1977, p. 294). Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, le gros du commerce britannique se fit par les ports d'Anatolie, et notamment d'Istanbul et d'Izmir. Il fallut cependant attendre la fin des années 40, à la fin du monopole de Mohammed Ali, pour que l'Égypte devienne un débouché important pour les produits britanniques. Mais comme les tableaux 3 et 4 l'indiquent, c'est la Turquie qui absorbait à hauteur de 75 %, le gros des exportations britanniques vers le Proche-Orient. Les Français et les Autrichiens talonnaient la Grande-Bretagne avec près de 2 millions de livres (contre 2,5 millions pour la Grande-Bretagne) en 1840-41 et 3,5 millions de livres (contre 6,5 millions pour la Grande-Bretagne) dans les années 1850 (Owen, 1981, p. 63). Notons cependant que ce n'est que dans les années quarante que la France fut en mesure de rétablir ses liens commerciaux avec la région, avec le retour des marchands français et surtout l'entrée de la France dans la révolution industrielle et la forte demande de soie et coton conséquente. D'où le triplement des importations de Turquie entre 1832-35 et 1843-45. Dans les années trente, le gros du commerce français se faisait par Izmir, puis de plus en plus, ensuite par Beyrouth et Alexandrie avec les importations croissantes de soie et de coton à fibre longue.

Tableau 3. Exportations britanniques vers le Proche-Orient 1814-1850 (Livres, valeur déclarée) (moyennes annuelles).

	Turquie*	Syrie/Palestine	Egypte
1814	153 903		
1815-19	460 661		
1820-4	566 315		
1825-6	600 543		
1827-9	428 655		49 377
1830-4	1 036 166		130 138
1835	1 331 669		269 225
1836-9	1 466 569	119 753	200 844
1840-4	1 564 447	441 107	237 444
1845-9	2 350 184	382 219	494 824
1850	2 551 821	303 254	648 801

* La définition géographique de la Turquie varie d'une source à l'autre. De plus, jusqu'en 1827, elle incluait l'Égypte et la Syrie/Palestine jusqu'en 1836.

Source : Owen, 1981, p. 85.

Tableau 4. Exportations britanniques de biens à base de coton vers le Proche-Orient 1824-1850 (£ valeurs déclarées) (moyennes annuelles)

	Turquie	Syrie/Palestine	Egypte
1824	567 112		
1825-6	465 761		
1827-9	326 497		27 939
1830-4	824 576		81 968
1835	1 062 781		131 672
1836-9	1 199 943	112 135	198 120
1840-4	1 365 657 ¹	430 194	179 328 ¹
1845-9	1 833 197	358 456	307 114
1850	1 975 059	271 457	354 427

Voir ci-dessus.

Sources : Wood, *Levant Company*, 194.

J. Marshall. *A Digest of all the Accounts Relating to the Population, Production, Revenues of the United Kingdom and Ireland* (London, 1833), 135. PP. 1842, XXXIX, 135, 136, 181 ; 1844, XLVI. 124-5, 135 ; 1852, LI. 490-3.

Macgregor, *Commercial Statistics*, II, 71 and V, Supplement 2, 102-4.

Note 1. Excludes 1841.

Cet accroissement important des échanges n'aurait pas été aussi marqué sans l'augmentation importante du nombre de marchands européens résidant dans les ports moyen-orientaux. Ainsi en Alexandrie, le nombre de maisons commerciales européennes fit plus que tripler entre 1822 et 1844, passant de 14 à 44, une tendance du même type concernant la côte syrienne. Des intermédiaires locaux, prêteurs de fonds, par ailleurs, constituèrent souvent en pratique le maillon essentiel entre le marché mondial, le commerce à grande échelle, la banque d'un côté et les petits paysans et les artisans de l'autre. Ce furent ces hommes qui pour l'essentiel gouvernèrent les échanges entre les économies capitalistes d'Europe occidentale et les économies précapitalistes de la périphérie méditerranéenne musulmane, finançant sur leurs fonds propres ou à partir de fonds européens l'expansion du commerce local et les activités de biens locaux (P. Saba, 1977).

Un autre facteur stimula fortement, par ailleurs, l'expansion du commerce européen. Ce fut le développement rapide des moyens de transports. Les taux de fret océanique baissèrent régulièrement au cours de la première moitié du XIX^e siècle. L'établissement de liaisons maritimes régulières entre l'Europe, l'Égypte et le Levant dès 1835, mérite également d'être noté (Chevalier, 1968, p. 206 et s.). Remplaçant les navires à voile, ces bateaux à vapeur, plus sûrs,

rendirent possible le transport de la monnaie métallique destinée au financement du commerce européen, et surtout au financement du déficit commercial enregistré par certains partenaires moyen-orientaux dans leurs échanges avec l'Europe avant 1850.

Tableau 5. Le commerce français avec la Méditerranée occidentale 1790-1856 (moyennes annuelles en millions de francs)

	Turquie*		Syrie/Palestine		Egypte	
	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
<i>Au 1791</i>	32.0	38.0				
<i>1816-17</i>	11.0	12.5				
<i>1827</i>	13.9	23.2				
<i>1832-5</i>	17.1 ¹	18.7			3.1	4.1
<i>1836-8</i>			4.0 ²	3.8 ²	7.5 ²	7.2 ²
<i>1840</i>	13.3	26.2				
<i>1841-4</i>	23.7 ¹	46.6 ¹			5.0	11.6
<i>1847-56</i>	29.1	51.8			6.4	13.1

* Id., p. 37.

Sources : De la Ferronays (Alexandria) 28 fév. 1829 in G. Douin (ed.), *L'Egypte de 1828 à 1830* (Rome, 1935), 339.

G.R. Porter, *The Progress of the Nation* (London, 1847), Section II, ch. 3, pp. 1844, XLVI, 783, 785.

Block, *Statistique*, 291-2.

Notes : 1. Grèce incluse.

2. Taux de conversion : 1 £ = 25 F.

Un dernier facteur crucial dans l'expansion des échanges avec la région fut le rôle actif croissant joué par les gouvernements français et britannique dans leur soutien aux intérêts commerciaux de leurs commerçants. Avec l'accroisse-

ment des échanges, le problème du respect des contrats se posant, ces pays obtinrent la création de tribunaux mixtes (forte représentation européenne) puis l'adoption par les pays de la région dont la Turquie, de codes commerciaux inspirés des législations française et britannique : ainsi, par exemple, le code commercial ottoman de 1850. La convention commerciale anglo-turque refléta fortement les préoccupations des grandes puissances puisque des clauses bannissant le recours aux monopoles et réduisant fortement les droits de douane, y furent intégrées. Dans les pays occupés par des Etats européens, les choses se passèrent différemment. Ainsi, lorsque les Britanniques occupèrent Aden en 1839, un tarif douanier des plus faibles, celui de l'Inde, y fut appliqué (Issawi, 1982, p. 21).

Ce faible tarif n'ayant pas suffi à déterminer en sa faveur le trafic commercial de Hodeida et de Moka, Aden devint en 1850 un port franc sans taxes. L'Algérie, de son côté, fut progressivement incorporée dans la zone douanière française. En 1851, la plupart des droits sur les biens algériens importés en France furent abolis. En 1884, les tarifs français furent appliqués à l'Algérie, à l'exception de quelques biens coloniaux et en 1892, l'Algérie fut incluse dans le nouveau tarif protectionniste français (Demontes, 1930, p. 98).

L'inclusion de la Tunisie dans la zone douanière française fut retardée par les traités passés antérieurement par la Tunisie avec la Grande-

Bretagne et l'Italie. En 1884 et en 1885, un certain nombre de droits sur les exportations et de droits internes furent abolis et en 1890, les principales exportations tunisiennes (céréales, bétail) furent exemptes des droits d'importation en France si transportées sur des navires français. En 1898, suite aux négociations menées avec les grandes puissances, la plupart des biens manufacturés français furent exemptés de droits de douane en Tunisie alors que les produits en provenance d'ailleurs furent frappés de droits élevés (Piquet, 1912, p. 418). Les choses se passèrent plus difficilement au Maroc. Les tarifs de 1892 ramenaient à 5 % les droits sur certains biens, provenant principalement de France : vins, soieries, orfèvreries, mais l'Acte d'Algésiras de 1906 devait ensuite prévoir, sur pressions allemandes, le principe de liberté économique sans inégalité (Knight, 1937).

L'un des effets majeurs de la pénétration commerciale européenne en Méditerranée musulmane fut d'insérer certaines parties de l'économie de la zone dans la mouvance du système économique mondial. Ceci est perceptible par la façon dont, à partir de 1820, des districts entiers sont en nombre croissant affectés par les fluctuations du cycle d'affaires européen ; leur niveau d'activité commerciale et agricole étant immédiatement influencé par les variations des prix internationaux des produits ou selon le crédit bancaire disponible⁴ (Owen, 1969, p. 40). Ceci peut être

également perçu dans la transformation générale des relations économiques de base suite à l'expansion des transactions monétaires, l'élargissement du champ de l'accumulation du capital et l'implication croissante des paysans et artisans dans la sphère de l'échange. Notons cependant qu'il s'agissait là d'un processus inégal, certaines régions côtières comme Izmir, Alexandrie, Alger ou Oran, étant soumises à de profondes influences économiques européennes, d'autres comme l'Anatolie, le désert libyen ou les régions montagneuses de l'Afrique du Nord ou de Syrie, Irak étant peu affectées.

Une des conséquences la plus immédiate de cette ouverture de la région au commerce européen, fut de stimuler la production de cultures de rente comme le coton en Egypte, la soie et le coton en Syrie et au Mont Liban, les fruits et la laine en Anatolie ou les céréales et la vigne en Algérie⁵ et en Tunisie. Ces cultures de rente supposèrent un renforcement de la spécialisation agricole, une utilisation accrue de la main-d'œuvre saisonnière, l'introduction des inputs modernes et un rôle accru du crédit.

L'impact de l'expansion des échanges avec l'Europe s'avéra le plus souvent désastreux pour l'industrie de la zone : l'avalanche de produits textiles bon marché dans une zone où les droits de douane n'étaient plus que symboliques provoquèrent un chômage massif des teinturiers et tisserands. D'autres souffrirent des difficultés d'ap-

provisionnement locales en coton et en soie, suite aux exportations ou dans certains cas aux réductions de production (Owen, 1981, p. 93). Quel fut l'impact de cette expansion des échanges avec l'Europe sur le commerce intrazonal ?

Si le commerce intra-régional augmenta régulièrement dans la première moitié du XIX^e siècle, en raison de l'accroissement des populations et d'une spécialisation économique plus poussée, l'importance du secteur européen dans les échanges s'accrut régulièrement. Les données réunies montrent qu'en 1840, la moitié des échanges de la région proche-orientale et de l'Égypte s'effectuait déjà avec l'Europe.

La même tendance est observable concernant les activités commerciales des villes de l'intérieur. Dans le cas de Damas, alors qu'en 1825, les biens provenant de l'Est (Baghdad pour l'essentiel) équivalaient à deux fois ceux de la côte méditerranéenne, ces biens ne représentaient plus que 30 % en 1833. S'amorça alors une sortie régulière d'or et de monnaie pour payer les importations en provenance d'Europe ; les exportations locales ne pouvant plus suivre. La conséquence en fut la diminution des transactions monétaires locales (Chevalier, 1971) tandis que se consolidaient fortement les ports de la façade méditerranéenne : Alexandrie, Beyrouth, Izmir, Jaffa, Lattaquieb, Iskanderun, Alger et Oran.

Tableau 6. Valeurs estimées du commerce entre l'Egypte, la Syrie, la Palestine et divers pays européens 1836-1839 (£)

A. Origine des importations

	Trieste	Livourne / Gènes	G.Bretagne / Malte	France	Empire ottoman
Egypte (Alexandrie)					
1836	554 320	416 120	606 320	428 080	795 760
1837	348 240	169 880	445 960	178 480	748 320
1838	319 000	258 520	560 600	296 600	844 240
1839	187 760	199 880	585 400	195 360	591 640
Syrie/Palestine					
1836	38 828	193 148 ¹	333 792	183 804	250 504
1837	18 624	129 496	284 932	144 428	219 196
1838	24 968	70 352 ¹	398 412	153 168	359 732

B. Destination des exportations

Egypte (Alexandrie)					
1836	581 280	129 600	216 160	458 520	787 360
1837	374 160	55 640	256 720	215 960	537 680
1838	443 960	85 240	146 160	195 160	505 120
1839	230 160	77 160	227 800	148 240	445 640
Syrie/Palestine					
1836	9 224	86 484 ¹	9 540	176 136	197 272
1837	2 468	63 784 ¹	2 984	105 768	152 364
1838	1 984	47 444 ¹	16 404	177 576	296 996

* Ces chiffres ont été collectés auprès des fonctionnaires ottomans par les différents consuls britanniques et doivent être considérés avec la plus grande circonspection.

Source : PP. 1844, XLVI, 783, 785.

Note 1. Livourne seulement.

Source : Owen, 1981, p. 96.

L'INTÉGRATION DE LA MÉDITERRANÉE AU NOYAU INDUSTRIEL OCCIDENTAL

*Les processus d'endettement ottoman,
égyptien et tunisien*

La première moitié du XIX^e siècle vit la dissolution des vieilles compagnies commerciales : Compagnie du Levant, Compagnie d'Afrique. Elles furent remplacées par des commerçants privés engagés dans le commerce d'import-export et dont le capital consistait essentiellement en stocks et entrepôts. Certains de ces marchands financèrent de petites unités de conditionnement de cultures d'exportation : trituration des graines de coton, bobinage de la soie, etc. A partir de 1850, les premières banques s'établissent en Algérie, en Turquie, en Egypte, au Liban et en Tunisie notamment (Landes, 1958). Cependant, la période 1850-1880 est dominée par l'énorme dette accumulée par certains Etats de la région : Turquie, Tunisie et dans une moindre mesure le

Maroc. Ces flux majeurs se terminèrent en banqueroute et précipitèrent l'occupation étrangère comme en Egypte, en Tunisie ou au Maroc, ou par le contrôle direct des finances publiques comme en Turquie. Les premiers prêts furent contractés par l'Empire ottoman en 1854, durant la guerre de Crimée. Au cours des vingt ans qui suivirent, le gouvernement ottoman obtint encore 13 emprunts, portant la dette totale à £ T. 242 millions, à laquelle, il convient d'ajouter une importante dette à court terme flottante. Le fardeau était tel qu'en 1874, près de la moitié des dépenses budgétaires courantes était affecté au service de la dette extérieure.

On notera qu'avec la dégradation de la «credit-worthiness» de l'empire, les taux d'émission baissèrent régulièrement ; ainsi sur une dette nominale de £ T. 241,900 000, le gouvernement ottoman n'en reçut que la moitié environ (£ T. 127,570,000). Selon les calculs effectués par Tezel, la plus grosse partie de ce qui fut effectivement reçu fut utilisée à rembourser le principal et les intérêts sur la dette elle-même. Si les prêts de 1877 et 1879 sont également inclus, c'est £ T. 94 millions que l'Etat paya à ses créanciers (£ T. 21 millions pour le principal et £ T. 73 millions pour les intérêts) ce qui ne laissa à l'Empire au bout du compte que £ T. 45 millions pour les autres usages, principalement le financement des campagnes militaires et d'achats d'armements.

Tableau 7. Emprunts levés par l'Empire ottoman de 1854 à 1879
(en £ T. 1 000)

	Montant nominal du prêt	Taux d'émission (%)	Somme obtenue		Taux d'intérêt	
			brute	nette	brut	réel
1854	3 300	80.0	2 640	2 515	6	7.9
1855	5 500	102.6	5 644	5 582	4	4.0
1858	3 300	85.0	4 180	3 784	6	8.7
1859	2 200	62.6				
1860	2 241	62.6	1 401	1 356	6	9.8
1862	8 800	68.0	5 984	5 665	6	9.4
1863	8 800	71.0	6 248	5 480	6	9.7
1865a	6 600	66.0	4 356	4 069	6	9.7
1865b	36 200	60 av	21 800	21 800	5	8.3
1869	24 444	54.0	13 200	12 711	6	11.5
1870	34 848	32.1	11 195	10 498	3	10.0
1871	6 270	73.0	4 577	4 452	6	8.5
1872	5 302	98.5	5 222	5 116	9	9.3
1873a	22 252	54 av	12 054	12 054	5	9.2
1873b	30 556	54,0	16 600	15 889	6	11.5
1874	41 000	40 av	16 600	16 600	5	12.3
1877	5 500	52.0	2 860	2 860	5	9.6
1879	8 725	100.0	8 725	8 725	5	5.0
Total	256 138		143 186	139 156		

* £ T1 = £ 0.909 stérлинг.

** Le montant brut équivaut au produit de la vente moins les commissions payées aux banques intermédiaires et moins le prix du frêt. Source : Tezel, 'Notes on the consolidated debt of the Ottoman Empire', Table 1, cité par Owen, 1981, p. 104.

L'expérience égyptienne parallèle à celle de l'Empire est identique ; la banqueroute égyptienne d'avril 1876 suivit de sept mois celle de la

Turquie. Une différence, cependant de taille, est que le gros des sommes empruntées fut affecté à l'agriculture et notamment à la culture du coton, à telle enseigne que dans les années 1870, le Delta dans son ensemble avait été dévolu en un secteur d'exportation, axé sur la production et la transformation de deux à trois produits dont le coton. Autre différence également, l'imposition à l'Egypte des énormes obligations financières entraînées par le creusement du canal de Suez (Farnie, 1969, p. 40). Les parts du gouvernement égyptien furent ensuite bradées à la Grande-Bretagne pour £ T. 4 millions pour faire face aux obligations de la dette, en 1875, obligations qui représentaient en 1874 70 % des revenus de l'Etat (Landes, 1958, p. 31 et s.).

Tableau 8. Dépenses et recettes gouvernementales estimées en Egypte 1852-1879 (£ E. 1 000)

	Taxe foncière	Muqabala	Recettes chemin de fer	Douanes	Total	Service de la dette externe	Total
1852	1.74				2.143		1.96
1853					2.19		1.91
1854	1.64				2.2		2.82
1854	1.64				2.08/2.4		2.38
1855	1.4/2.0				2.47/2.4		2.64
1857					2.21		2.13
1858					2.03		2.21
1859					2.12		2.17
1860					2.15		3.0
1861	2.76			0.45	2.15/3.58		5.18/4.75
1862	2.88			0.51	3.71/3.42	0.13	8.87/6.09

	Taxe foncière	Muqabala	Recettes chemin de fer	Douanes	Total	Service de la dette externe	Total
1863					6.09	0.26	14.40
1864(1580)			0.24	1.23	7.04/4.94	0.26	13.55
1865(1580)			0.28	1.09	5.36	0.88	10.79
1866(1582)			0.34	0.76	5.06/5.71	1.25	10.28
1867(1583)			0.26	0.62	4.13/5.94	1.72	10.85
1868(1584)			0.35	0.47	5.01/6.93	1.72	16.64
1869(1585)			0.35	0.48	5.26/7.28	3.17	10.53/6.04
1870(1586)			0.35	0.44	5.39/7.18	3.64	12.31
1871(1587)			0.55	0.46	5.17/7.19	3.77	15.08
1872(1588)	4.846	5.07	0.62	0.51	7.29/12.16	3.74	6.42
1873(1589)	3.67	3.16	0.75	0.54/0.62	9.91/10.57	3.70	8.82
1874(1590)			0.75/0.88		9.91	6.23	8.82
1875			0.99		10.54	5.70	10.03
1876	4.2		0.97	0.62	7.65/10.77		7.84
1877					9.53		8.55
1878					7.52		7.78
1879					8.47		8.30

* Certains chiffres concernent des années du calendrier grégorien, d'autres des années coptes (entre parenthèses dans le tableau) – en usage pour l'année financière égyptienne – voir aussi le commentaire dans le journal de l'époque, *Le Nil*, 7 oct. 1873 : «s'il est un pays où un budget ne signifie absolument rien, c'est bien l'Égypte».

Sources : Taxe foncière in Green (Alexandria), 1 May 1858, FO 78/1401 ; Senior, *Conversations*, I, 102, 182 ; Hamza, *Public Debt*, 34, 212 ; 'Report' 113.

Muqabala : Hamza, *Public Debt*, 209, 212.

Chemin de fer : Cave, 'Report', 116 ; Hamza, *Public Debt*, 213 ; Anon, *Finances of Egypt*.

Douanes : Hamza, *Public Debt*, 36, 212 ; Cave : 'Report', 104 ; Anon, *Finances of Egypt*.

Total : Girgis Hanayn cité dans Crouchley, *Economic Development*, 274-6.

Revenu : Senior, *Conversations*, I, 102, 182 ; J. Cattai, *Le Khedive Ismaïl et la dette de l'Égypte* (Cairo, 1935), 18 ; Hamza, *Public Debt*, 212 ; Cave, 'Report', 111 ; Anon, *Finances of Egypt*.

Service de la dette extérieure : Hamza, *Public Debt*, 242.

Dépenses totales : Hanayn in Crouchley, *Economic Development*, 274-6 ; Hamza, *Public Debt*, 35.

Source : Owen, 1981, p. 124.

Comme pour les deux pays précédents, l'histoire de la Tunisie entre 1860 et 1881, c'est avant tout l'histoire de sa banqueroute financière et de sa mise en tutelle par l'Europe (Gannage, 1955, p. 153). Le premier emprunt tunisien fut souscrit en mai 1865 au Comptoir national d'escompte, la Tunisie affectant les revenus de ses douanes et le droit sur les olives en remboursement du prêt suivant émis en mai 1865, ainsi que de l'impôt personnel. Avec des annuités de 8,2 millions de francs, la Tunisie rencontra de grosses difficultés pour assurer le service de la dette. Devant la cessation des paiements, une commission financière internationale siégeant à Tunis fut chargée de réorganiser les finances tunisiennes par l'adoption de toutes les mesures propres à assurer le recouvrement régulier des impôts et de l'affectation de leur produit aux charges de l'Etat. Cette commission mettait ainsi la Tunisie en complète dépendance à l'égard de la France étant donné le droit d'intervention dans les affaires intérieures tunisiennes qu'elle s'était attribué (Emerit, 1949, p. 274 et s.). Alors que comme au Proche-Orient, les échanges commerciaux entre la Tunisie et l'Europe avaient connu un essor remarquable : 24 millions de francs en moyenne en 1860-62 contre 12 millions en 1846-48, la commission financière internationale bloquait le développement tunisien comme devait le souligner le Rapport Dubost (Gannage, 1959, p. 54).

*L'expansion des échanges
méditerranéens*

Libéré des monopoles et des tarifs, stimulé par l'expansion des capitaux, de la production industrielle et agricole, mais également par les moyens de transport, les échanges méditerranéens connurent cependant tout au long du XIX^e siècle une expansion rapide, même si cette expansion fut inférieure à la croissance moyenne du commerce mondial à la même époque (le commerce mondial augmenta en effet de 25 fois en valeur courante et de 2 fois en termes réels, les prix ayant baissé de plus de 50 % entre 1820 et 1913)⁶. Les accroissements les plus importants concernèrent l'Égypte, l'Algérie et la Tunisie dont les taux de croissance s'alignèrent sur ceux du commerce mondial. Dans la plupart des pays, on observe l'alternance de fortes périodes d'expansion et de périodes de croissance plus faibles : Turquie et Syrie dans les années 40 et 60, Égypte dans les années 60 avec l'envolée des cours de coton suite à la guerre de Sécession aux États-Unis, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc avec la domination française et l'Irak après l'ouverture du canal de Suez. Tous les pays furent affectés par la grande Union de pression des années 70, mais bénéficièrent ensuite de la reprise.

Tableau 9. Sud et Est de la Méditerranée : commerce 1800-1914 (exportations plus importations) (en millions de Livres sterling et taux de croissance annuels^(a)).

	1830s		1870-73		1900		1910-12
Empire Ottoman	9	3,5 %	14	-0,2 %	38	2,7 %	66
Turquie ^(b)	5	3,5 %	26	-0,3 %	20	2,4 %	33
Iran	1800 2,5	1,2 %	1860 5	2,8 %	1901 15	2,6 %	1913 20
Egypte	1810 1,5	3,0 %	1850 5	4,0 %	1900 36	5,3 %	1910 60
Algérie	1835 0,8	8,6 %	1861-70 9,6	2,4 %	1891-1900 21	5,0 %	1913 47
Tunisie	1837-39 0,5	4,8 %	1861-65 1,6	-2,6 %	1875-78 1,1	7,1 %	1913 13
Maroc	1830s 1	2,4 %	1860s 2	2,0 %	1900 3,5	9,0 %	1913 9
Aden ^(c)	1843-50 0,2	10,2 %	1875 3,1	3,5 %	1903 6	4,2 %	1913 9
Irak	1845-46 0,2	3 %	1864-71 0,4	8,7 %	1880-87 1,8	4,6 %	1912-13 6,4
Syrie	1820s 0,5	5,6 %	1960s 4,5	2,8 %	1890 9	0,5 %	1913 10
Monde	1820 340	3,7 %	1860 1 450	2,7 %	1895-99 3 900	4,9 %	1913 8 360

(a) Les pourcentages se rapportent au ratio entre périodes significatives, i.e., le taux d'expansion dans l'Empire ottoman entre les années 30 et les années 1870-73 était de 3,5 % ; de 0,2 % entre les années 1870-73 et 1900, etc.

(b) Commerce d'Istanbul, Izmir, Trébizonde, Samsun et Aden.

(c) Commerce maritime.

Sources : Egypte, EHME 363-64, Raymond 1973 : 107-305 ; Iran, EHI 130-32 ; Turquie et Empire ottoman, EHT 80-83 et Pamuk 1978 ; Irak et Syrie, Kalla 1969 and EHFC.

Source : Issawi, 1982, p. 24.

LA MÉDITERRANÉE ENTRE CENTRE ET PÉRIPHÉRIE

Impact économique, social et politique

La Méditerranée ottomane et le Maroc furent donc l'objet comme on l'a vu, d'un impact politique, économique et social majeur. Si certains bénéficièrent : expansion accélérée des échanges, de la production agricole, introduction de cultures nouvelles, édification d'importantes infrastructures et notamment portuaires, amélioration notable de l'hygiène, fondation de systèmes modernes d'éducation, etc., cette révolution comporta cependant des effets adverses. Les transitions démographiques s'amorcèrent moins vite dans la région qu'ailleurs en Asie ou en Amérique latine, accentuant le déséquilibre population-ressources comme en témoignent les explosions démographiques intervenues en Égypte, au Maghreb ou en Turquie. Comme ailleurs, dans le Tiers-Monde, la production artisanale fut fortement affectée par la concurrence des pays industrialisés,

l'édification d'industries modernes fut plus tardive et plus lente que dans les Balkans, l'Amérique latine, le Japon ou l'Inde. Ce retard s'explique par l'étroitesse des marchés locaux, la rareté des ressources naturelles en dehors des hydrocarbures, la relative faiblesse des infrastructures, le volume limité, jusqu'à une date récente, des moyens financiers et des qualifications. A l'origine de cette situation, les effets négatifs des traités commerciaux qui firent obstacle à l'industrialisation et plus généralement des pressions étrangères hostiles à de véritables projets de développement national, pressions qui culminèrent avec la mise en faillite de la Banque Misr et au-delà du projet nationaliste de développement de l'Égypte au cours du premier tiers du XX^e siècle (Davis, 1983). Dans les pays directement occupés : Libye, Syrie, Liban, Irak et Maghreb, les marchés locaux furent réservés aux industries métropolitaines. En outre, dans une large mesure, le développement économique de la région fut le fait des *étrangers* et se limita le plus souvent à la création d'enclaves, phénomène que devait ensuite aggraver l'exploitation pétrolière : non seulement, la région emprunta à l'extérieur le capital et la technologie, mais elle importa également une bourgeoisie et une classe ouvrière. A l'exception de quelques membres de minorités religieuses, peu d'autochtones participèrent à l'expansion des secteurs modernes de l'économie : commerce extérieur, finance, transports, mines, industrie manufacturière plus tard. Pour l'essentiel, y compris l'agriculture moderne au Maghreb et en Libye, les projets furent financés et administrés

par des Européens : Français, Italiens, Britanniques, Grecs, etc.

De ce fait, seules furent valorisées les ressources naturelles de la région mais non ses ressources humaines considérées dès le début de ce siècle comme un véritable fléau pour ces Etats. En 1930, dans le bilan du centenaire de la colonisation de l'Algérie, Gautier soulignait déjà que la courbe des principales productions indigènes (céréales, moutons) est dépendante, tandis que la population augmente, ce qui amena M. Maurice Violette, ancien gouverneur général de l'Algérie, à publier un livre au titre évocateur : *L'Algérie vivra-t-elle ?* (Guillot, 1960, p. 60). Enfin, l'absence de mélanges, à la différence d'autres régions, entre étrangers et autochtones (mariages et résidence permanente) accentua ces dualismes profonds (Issawi, 1989, p. 22). Ce n'est qu'à la veille du second conflit mondial qu'une bourgeoisie nationale musulmane émergea ci et là, si l'on excepte l'Egypte où elle émergea dès la fin du XIX^e siècle. Notons pour terminer qu'en raison de leur situation politique, les pays de la Méditerranée concernés cumulaient les inconvénients des deux mondes. A la différence des pays d'Amérique latine, du Japon ou des Balkans, ils n'étaient pas indépendants, ni même soumis au type de contrôle qui conduisit à un minimum de développement en Inde avec les Britanniques, ou en Azerbaïdjan avec des Soviétiques, ou avec les Américains aux Philippines, tandis que l'expérience nord-africaine soulignait que le contrôle direct pouvait se traduire par un développement important des

ressources sans beaucoup de bénéfices pour les populations indigènes.

En raison des facteurs plus haut évoqués, et notamment de la forte dépendance et vulnérabilité des économies méditerranéennes à la conjoncture mondiale, leurs performances commerciales au cours de la période 1913-1955 épousèrent le *trend* du commerce mondial. Le cycle haut de 1926-29 compensa la forte baisse de la Première Guerre mondiale, soit un taux moyen de croissance annuel de 0,72 % pour 1913-29. Les années trente virent un fort déclin : -1.15 % pour 1929-38. Les effets de la Seconde Guerre mondiale furent compensés par la reprise des années postérieures. Ensuite les échanges crurent de 7 % l'an (Rostow, 1978, p. 189).

Comme l'indique le tableau 9, les économies de la région épousèrent ces tendances jusque dans les années 50. Les pays qui avaient au siècle dernier enregistré les performances les meilleures : Aden, Algérie, Égypte, Syrie, Tunisie et Turquie connurent de forts déclinés dans les années 30 et une croissance faible sur 1913-1946, en raison de la chute des prix mondiaux des produits agricoles. Par contre, un accroissement intervint pour deux groupes de pays : les pays producteurs de pétrole : Irak, Iran et dans les années 40 et 50, les pays de la péninsule arabe, et en second lieu, pour les pays de forte immigration : Libye, Maroc et Palestine. Grâce enfin à la généralisation de la culture du coton dans la Gézira au Soudan, ce dernier pays put reproduire le schéma égyptien du XIX^e siècle. Comment évolua de son côté la structure des échanges ?

Tableau 10. Valeur et quantum des échanges 1913-1955 (en millions de dollars).

		1913	1928	1933	1938	1948	1955
Algérie	M	129	198	160	143	482	696
	X	97	166	150	162	420	463
	T	226	364	310	305	902	1159
	Q	89	98	115	100	168	189
Libye	M	8 ^a		15	47	22	40
	X	1 ^a		2	6	12	13
	T	9 ^a		17	53	34	53
	Q	22		26	100	36	50
Maroc français	M	35	78	60	63	389	497
	X	8	50	26	43	178	328
	T	43	128	86	106	567	825
	Q	52	99	92	100	304	387
Tunisie	M	28	66	54	45	179	181
	X	34	48	27	39	61	106
	T	62	115	81	84	240	287
	Q	95	111	110	100	162	170
Egypte	M	135	245	88	188	674	538
	X	156	272	95	153	607	419
	T	291	517	183	341	1281	957
	Q	150	124	61	100	214	140
Soudan	M	11	32	10	32	92	140
	X	6	29	9	30	99	145
	T	17	61	19	62	191	285
	Q	35	81	35	100	175	229
Aden (Colonie)	M	19	31	13	30	110	198
	X	23	24	8	16	52	177
	T	42	55	21	46	162	375
	Q	117	98	52	100	200	406
Iran	M	55	76	26	71	170	565 ^b
	X	38	153	69	134	589	735 ^b
	T	93	229	95	205	759	1 300 ^b
	Q	58	92	53	100	210	300

		1913	1928	1933	1938	1948	1955
Irak	M	(17)	35	19	46	184	272
	X	(15)	20	8	18	35	519
	T	(32)	55	27	64	219	791
	Q	(64)	70	48	100	194	615
Palestine/ Israël	M		33	37	56	320	334
	X		7	9	29	38	89
	T	(5)	40	46	85	358	423
	Q	(7)	38	60	100	234	242
Liban/ Syrie	M	(33)	52	28	37	214	394
	X	(17)	21	6	17	36	159
	T	(50)	73	34	54	250	553
	Q	(119)	111	72	100	263	509
Turquie	M	114	114	35	119	348	498
	X	65	88	45	115	197	313
	T	179	202	80	234	545	811
	Q	98	71	39	100	132	172

(a) 1922 ; (b) 1958 ; M : Importations ; X : Exportations ; T : Total.
 Q : Indice de total (1988 = 100) dévalué par l'indice moyen des prix à la consommation US et par l'indice des prix de gros, qui était le suivant (1938 = 100) : 1913 78, 1928 122, 1933 88, 1948 176, 1955 201, 1958 213. L'indice moyen UK des prix à l'importation et à l'exportation était (1938 = 100) : 1913 83, 1928 122, 1948 265, 1955 313.

Source : Issawi, 1981.

Un «lopsided» modèle de développement

Le XIX^e siècle a vu l'intégration de la Méditerranée ottomane en tant que producteur de produits primaires et de débouché pour les produits manufacturés et les produits coloniaux, dans le réseau international des échanges. Ce processus se traduit par un degré plus élevé de spécialisation, une plus grande ouverture à l'exportation et, par une dépendance accrue

envers le commerce international. D'un côté, l'expansion des échanges fut de loin supérieure à celle des produits nationaux, augmentant le ratio des importations et exportations au PNB. Comme jamais auparavant, les produits étrangers inondèrent la région, affectèrent les modes de consommation, disloquèrent les vieux métiers, tandis que de nouvelles sources d'exportation ouvraient de nouvelles voies à la production et altéraient les rapports socio-économiques. Les exportations se concentrèrent autour de quelques produits : coton, vin, agrumes, pétrole, minerai de fer et phosphates, huile d'olive, tandis que s'amorcèrent les flux de main-d'œuvres non qualifiées vers les pays du nord de la Méditerranée. L'accroissement du niveau de vie, parallèlement à l'accroissement démographique : huit millions d'Algériens au début du XX^e siècle contre 2 en 1830, transformèrent les Etats exportateurs de biens alimentaires en Etats importateurs : Egypte, Turquie, Algérie, Maroc, Syrie, Irak et Iran, tandis que s'accroissait la dépendance alimentaire forte du Liban et de l'Arabie Saoudite. L'expansion considérable des exportations pétrolières devait par ailleurs détrôner certaines exportations traditionnelles. L'exportation de faibles volumes d'exportation de produits manufacturés resta l'apanage de quelques pays : Turquie, Israël, Liban et Iran.

Dans la première moitié du XX^e siècle, la direction des échanges se modifia en fonction de la place des grandes puissances européennes dans les Etats de la région : 60 % des échanges totaux de la Tunisie avec la France en 1938 et plus des deux tiers en 1955. Au

Maroc, si la Grande-Bretagne dominait avec les deux tiers des échanges en 1870, la France la supplanta après le Traité de Fez. Sous le mandat français, la France fut le premier partenaire commercial de la Syrie et du Liban. Dans les années 30, l'Allemagne devint le principal partenaire commercial de la Turquie, tandis que la Russie supplantait dès 1913 la Grande-Bretagne dans les échanges de l'Iran. Enfin, la Grande-Bretagne restait le partenaire numéro un de l'Égypte et du Soudan, tandis que la France devint vite le premier débouché du pétrole irakien.

Comment ont évolué les termes de l'échange des Etats de la région au cours de la période ? Pour la période 1815-1913, les indices disponibles pour la Turquie avec les pays du Centre (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Etats-Unis) montrent qu'ils se sont en moyenne légèrement améliorés, de même pour l'Égypte, l'Algérie et la Tunisie. Si les termes de l'échange ont continué de s'améliorer dans les années 20, ils se sont fortement détériorés dans les années 30, pour ne se redresser que dans les années consécutives à la Seconde Guerre mondiale. Dans les économies pétrolières, les Etats reçurent jusque dans les années 50, 20 à 22 *cents* par baril, ce qui permit une amélioration des termes de l'échange, compte tenu de la tendance à la baisse des prix réels des importations des années 30. Mais ces termes de l'échange connurent une forte détérioration dans le contexte inflationniste des années 40 (Issawi, 1982, p. 40), pour connaître une forte amélioration (75 à 80 *cents* en moyenne par baril) dans les années 50. Le tableau 10 souligne

à cet égard la forte progression des paiements directs des compagnies pétrolières aux Etats de la région.

Tableau 11. Evolution des paiements directs des compagnies pétrolières aux Etats (en millions de dollars)

	1913-47	1950	1961	1970	1975	1979
Iran	326	91	301	1 136	19 900	17 300
Irak	115	19	266	521	7 600	22 200
Koweït	1	12	464	895	7 900	17 300
Arabie Saoudite	43	113	400	1 200	26 700	59 400
Qatar	1	1	53	122	1 700	3 600
Emirats arabes unis				(283)	6 500 ^b	13 000
Autres ^a	14	2	13	(100)	1 180	2 800
Moyen-Orient	500	238	1 498	4 257	71 480	135 600
Egypte		2			700	2 400
Libye			3	1 295	5 200	15 200
Algérie				325	3 400	8 800
Afrique du Nord		2	3	1 620	(9 500)	(27 000)
Total	500	240	1 500	(5 900)	(81 000)	(162 600)

(a) Bahreïn et Oman (début 1967).

(b) Dubaï et Sharjah inclus

Sources : Issawi et Yeganech 1962 : 129, *Petroleum Economist* ; Exxon Background Series, Middle East Oil (septembre 1980).

Il apparaît donc sur la base des données existantes que la capacité d'importation des Etats de la région ne fut pas un obstacle à leur croissance, puisqu'elle s'accrut souvent plus rapidement que leurs produits. Le commerce ne fut donc pas un obstacle majeur à leur développement. Une analyse plus attentive montre cependant que le commerce ne fut un moteur de croissance que dans les secteurs d'exportation : blé et orge, dans la plupart des pays, coton en Egypte, Turquie et Iran, soie en Iran, Liban et Turquie, vin en Algérie, huile d'olive en Tunisie, phosphates en Afrique du Nord et

ultérieurement les hydrocarbures. De fait, le commerce extérieur fut incapable de nourrir réellement le développement comme en témoigne la faiblesse des effets de liaison (amont et aval) entre le secteur d'exportation et les autres secteurs de l'économie et de la faible élasticité de l'offre de beaucoup de secteurs domestiques. Ceci fut particulièrement prononcé pour les économies pétrolières (Sid Ahmed, 1983, chap. 1 à 3). Si la forte demande d'importation, et donc la faible efficacité du multiplicateur d'exportation, peut être incriminée à l'origine, il existe bien d'autres causes à cette situation : faiblesse des gouvernements, ignorance et manque d'intérêt pour les problèmes économiques, incapacité à poursuivre des politiques appropriées en raison des capitulations et des traités commerciaux, structures sociales inamicales au développement, concentration des activités économiques dans les mains des étrangers et de certaines minorités, bref l'absence de bourgeoisies nationales du type schumpétérien. De ces faits, le secteur d'exportation fut impuissant à engendrer spontanément les effets développementaux observés par exemple dans les Dominions comme le Canada et l'Australie. L'absence de politiques délibérées - politiques qui s'imposaient en l'absence d'un certain nombre d'ingrédients cruciaux, ruina les dernières chances de voir l'ex-région ottomane échapper à la périphérisation amorcée quelques siècles auparavant par rapport à l'Europe méditerranéenne mais surtout l'Europe industrialisée.

LES TENTATIVES RÉCENTES
DE RÉÉQUILIBRAGE :
INDUSTRIALISATION ET
RÉINDUSTRIALISATION À PARTIR
DES RESSOURCES NATURELLES

Rente pétrolière et industrialisation

Comme beaucoup d'autres régions du monde, au cours des deux derniers siècles, l'ex-Méditerranée ottomane et le Maroc sont passés à travers un processus de dé-industrialisation suivie d'une réindustrialisation. Le déclin de l'artisanat se prolongea bien après la Première Guerre mondiale, alors que s'amorçait le développement de l'industrie moderne. Ce furent les déclins de l'industrie de la chéchia en Tunisie (*Maghreb* 1983, Valensi, 1969), des métiers (Venture du Paradis, 1898) en Algérie, des soieries à Bursa, ou des textiles à Edirne. L'expansion de certains sous-secteurs de l'artisanat, suite à la demande mondiale, ne doit pas faire illusion (produits moyen-orientaux de marqueterie, tapis, cuivres). Si le processus de dé-industrialisation de la région fut un lent processus, il fut cependant irréversible malgré les tenta-

tives égyptiennes d'industrialisation sous Mohammed Ali ou à un moindre degré celle dans le cadre du Tanzimat en Turquie dans la première moitié du XIX^e siècle. Si l'Égypte put s'engager, dès les années 50, dans un grand programme d'industrialisation⁷, il fallut attendre les réajustements historiques des prix du pétrole en 1973 et en 1979-1980 pour que des programmes massifs d'industrialisation soient lancés de pair avec la décolonisation du Maghreb. Il est vrai qu'entre-temps, le pétrole s'était imposé dans la majeure partie du monde arabe : Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Syrie, Oman, Yémen, à côté des producteurs traditionnels des pays du Golfe. Aussi dès 1973, les États pétroliers de la région se lancèrent-ils dans un processus de développement frénétique destiné à rattraper le retard accumulé par la région. Le boom pétrolier dans les pays du Golfe reste unique à ce jour, non seulement en raison de l'ampleur du développement entrepris, mais aussi en raison de la pénurie critique de main-d'œuvre appropriée. Ces économies passèrent ainsi d'économies de subsistance à des économies dotées de complexes industriels gigantesques (Ras Lanouf en Libye, Skikda-Arzew en Algérie, Yambo et Jubail en Arabie Saoudite, Bassorah en Irak, etc. (Sid Ahmed, 1989, tome II). Des centaines de milliards de dollars furent ainsi investis, tandis que les pays peu peuplés du Golfe et la Libye attiraient des millions de travailleurs arabes (Tunisiens, Marocains, Palestiniens, Égyptiens,

Yéménites, Syriens, Libanais, etc.) et d'experts occidentaux ou asiatiques (Woodward, 1988, p. 2 et s.). La variété des «backgrounds» impliqués était à l'image de la société humaine contemporaine globale : des scientifiques occidentaux aux banquiers, des travailleurs non qualifiés aux paysans (paysans égyptiens en Irak). En attirant cette vague de l'humanité, le boom pétrolier fit émerger un monde supranational de gens et d'entreprises dont le théâtre d'opérations dépasse les frontières de tout Etat. A la base de l'aventure, l'extension de l'organisation économique occidentale augmentée de la technologie. Ses liens avec l'Occident et plus récemment avec la technologie japonaise sont manifestes et constituaient un facteur déterminant de marché international du travail. Pour la première fois, des migrations complètes s'orientaient vers l'Est et le Sud, inversant les migrations traditionnelles de personnel non qualifié manifestes depuis la Première Guerre mondiale avec les travailleurs maghrébins en France notamment (Tribalat, 1991 ; Costa-Lascoux, 1985 ; Beaugé et Roussillon, 1988).

Alors que les technologies et les industries quittaient leurs lieux d'origine pour la région. Les structures économiques et sociales des Etats étaient précipitées dans un processus d'industrialisation auquel elles étaient loin d'être préparées. Ainsi, la Libye et les pays du Golfe étaient-ils propulsés, à travers le boom pétrolier, d'économies vernaculaires impliquées dans un

commerce interrégional des plus modestes au statut de composantes riches et stratégiques du monde industrialisé (Al Sawayegh, 1984).

Les limites du processus de développement à partir de la valorisation des ressources naturelles

Au niveau des structures d'échange, l'impact fut considérable, les exportations de pétrole qui représentaient six milliards de dollars environ pour l'ensemble des Etats arabes pétroliers en 1970 passaient à 205,7 milliards de dollars en 1980. Les importations passèrent parallèlement de 4 milliards de dollars à 106 milliards en 1980, soit un accroissement de 25 fois environ (Attiga, 1984, p. 131). On peut estimer à plus de 1 500 milliards de dollars les recettes engrangées de 1972 à 1990, au titre des exportations d'hydrocarbures par les pays arabes, la moitié environ ayant été investie. L'analyse de la structure des échanges souligne, cependant, que l'impact de ces investissements est resté limité ; le profil des échanges restant celui d'économies faiblement développées.

Ainsi, en 1992, le gros des pays pétroliers (P.P.) continuait à dépendre fondamentalement du secteur des hydrocarbures : 97 % pour l'Algérie ; l'Irak : 96 % ; pour la Libye : 89 % ; pour Oman : 90 % ; 90 % pour l'Arabie Saoudite, par exemple (annexe III). Parallèlement la « pétrolisation » gagnait l'Egypte : près de 44 %, la Syrie : 45 %,

mais reculait en Tunisie (15 %). Dans d'autres cas, ce sont les produits phosphatés qui l'emportent avec près de 45 % en Jordanie, et dans une moindre mesure au Maroc et en Tunisie. Les textiles et les produits alimentaires caractérisent les exportations marocaines, tunisiennes, syriennes, yéménites et turques. Les exportations de produits manufacturés complexes : produits médicaux et pharmaceutiques, machines et matériel de transport sont partout négligeables dans le monde arabe, Israël et la Turquie apparaissant bien mieux lotis. L'image qui se dessine est donc celle d'un Sud et d'un Sud-Est de la Méditerranée (Turquie et Israël exceptés) encore confinés dans l'exportation de produits primaires ou de produits à faible valeur ajoutée (textiles par exemple). Une dernière source importante de revenus est constituée par ceux des travailleurs expatriés et par les revenus tirés du tourisme (annexe V). Le tourisme méditerranéen est l'un des plus florissants du monde, sinon le plus florissant ; des dizaines de millions de touristes du nord de l'Europe transitent chaque année sur le pourtour de la mer Méditerranée. Les pays du pourtour nord (Portugal, Espagne, Italie, Malte, Chypre, France, Grèce, Bulgarie, Roumanie et Turquie) se taillent la part du lion avec près de 200 millions de touristes environ aujourd'hui, ceux de la rive sud et du Proche-Orient n'attirant qu'à peine douze millions de personnes. Les revenus du tourisme ne concernent en fait que cinq pays : Israël, Maroc,

Tunisie, Egypte et dans une moindre mesure la Syrie. Encore faut-il noter que ces revenus restent inférieurs dans leur ensemble à ceux d'un pays comme l'Espagne. Plus importants, hormis la Grèce et l'Italie, sont les revenus tirés de la Méditerranée arabe et de la Turquie des expatriés avec près de 13 milliards de dollars ; revenus constituant le premier poste de recettes pour l'Egypte, le Maroc, ou sensiblement équivalents à ceux du tourisme en Turquie⁸. Déséquilibre majeur également en termes d'investissements étrangers : 2,3 milliards de dollars à peine en 1992 pour les pays arabes du pourtour méditerranéen contre 36 millions environ pour les cinq pays suivants : France, Portugal, Italie, Grèce et Espagne⁹ (annexe V). Déséquilibre enfin entre situations de débiteur et de créancier. D'un côté, un encours de dette extérieure s'élevant à 140 milliards de dollars environ en 1991 pour les pays arabes du pourtour, dont un service d'environ 25 milliards de dollars (annexe 0), de l'autre, des économies créancières comme la France, l'Italie et l'Espagne, destinataires d'une partie du service de cette dette. Pour certains pays comme l'Algérie, le service de la dette avait atteint en 1991 un seuil critique : près de 70 % des exportations de biens et services interdisant l'importation de produits stratégiques au fonctionnement même de l'économie algérienne. Du côté de la structure, des importations, la dépendance est quasi totale, de la Méditerranée arabe à l'égard des pays industrialisés de la rive nord. Ainsi, les seules

importations de machines et matériel de transport tournaient-elles en 1992 autour de 33 % en moyenne avec près de 33 milliards de dollars (annexe II). A cette dépendance en biens d'équipement et technologies, s'ajoute de façon quasi générale, une dépendance de plus en plus forte envers les biens alimentaires dont les céréales. En 1991, les importations de céréales s'étaient élevées à 25 millions de tonnes environ pour sept pays¹⁰. Il n'est pas exagéré de dire que la région arabe est devenue d'ores et déjà l'un des plus gros importateurs de produits alimentaires du monde. Rien n'indique que cette tendance s'arrête à l'avenir, compte tenu des importants taux d'accroissement démographique entre 2,5 et 3 % l'an en moyenne¹¹, de l'accroissement des revenus, des progrès de l'urbanisation, de la raréfaction des terres agricoles (urbanisation) et des limites en eau notamment.

Au plan géographique, la répartition des échanges n'a pas fondamentalement varié, elle reste marquée par l'orientation nord-sud et sud-nord, si l'on excepte les migrations inter-arabes observées dans les années 70 et aujourd'hui stabilisées. L'Europe, et au premier chef l'Union européenne, reste le partenaire essentiel du Maghreb, d'Israël, de la Libye et de la Turquie. Ceci est vrai aussi bien des importations que des exportations (annexes I et II). Le fait nouveau par rapport à la première moitié du siècle, c'est l'émergence des Etats-Unis et des pays d'Extrême-Orient (Japon, Corée, Taïwan,

Tableau 12. Echanges commerciaux de la Méditerranée (en 1989) (en millions de dollars)

	Espagne	France	Italie	Grèce	Algérie	Maroc	Tunisie	Libye
Espagne		84 440,5	3 702,8	299,6	340,6	477,8	165,5	82,5
France	9 746,3		22 116,4	1 113	1 395,9	1 336,9	1147	355,9
Italie	7 441,2	21 987,9		2 404,2	736	342,8	597,6	1 147,7
Grèce	171,8	790,2	1 766,7		40,2	7,9	83,9	64,5
Algérie	590,1	1 482,7	1 084,9	4,2		29	102,6	33,5
Maroc	308,3	1 341,8	267,7	21,5	0,2		48,5	84,5
Tunisie	103,8	691,6	577,6	61,5	64,6	22,8		121,0
Libye	775,9	466,3	3 066	195,6	10,2	8,9	16,8	
Egypte	128,2	312,5	1 420,2	51,9	13,3	3,4	18	5,7
Liban	1,4	24,6	36,5	3,5	4,6	3,2	2,9	
Syrie	41	190,7	177,7	9,2	8,1	0	16,4	4,8
Malte	1	54,7	272,7	13,1	0,5	0,3	0,1	
Yougoslavie	105,4	655	2 509,4	227,8	116,2	26,6	16,6	56,0
Turquie	166,9	746,4	1 228,5	120,9	213,6	11,2	63,7	226,5
Chypre	11,7	22,5	35,5	57,9	0,6	0,3	0,3	16,5
Israël	184,5	535,6	435,5	68,4				
Pays Méd.	19 777,5	37 743	38 698,1	4 652,3	2 944,7	2 271,1	2 279,7	2 199,9
Total Imports	71 273	189 985	145 950	16 080	7 395	5 484	4 350	
Solde Commercial	-26 984	-17 934	-6 955	-8 748	768	-2 148	-1 431	

Sources : Calculs effectués à partir des déclarations d'importations des pays partenaires CEFI, *La Méditerranée économique*, Economica, Paris, 1993.

Importations en colonnes et exportations en lignes.

Egypte	Liban	Syrie	Malte	Yougoslavie	Turquie	Chypre	Israël	Ens. Pays Méd.	Total Export
91,8	44,4	48,2	27,3	60,5	250,4	43	141,4	14 216,4	44 288
667,1	179,7	236	86,4	603,2	745	266,6	534,9	40 529,4	172 051
431,6	261,1	199,3	510,2	1 566	1 070,9	216,3	766,1	39 678,8	138 995
76	43,3	37,3	31,3	120,4	100,9	140,1	40,7	3 514,7	73 317
3,5		0	0,1	22,8	153,8	15,4		3 522,3	8 164
0,5	0,8	0	0,3	102	27,5	0,2		2 204,1	3 336
2,2	0,2	7,6	1,9	5,1	14,2	0,3		1 674,9	2 919
1,2		93		215,8	286,2	0		5 136,0	
	11,1		0,3	38,5	21	10,7	4,9	2 039,5	2 646
13,3		15,2		0	2,6	5,8		113,7	373
2,5	13,9			13,7	17,7	4,3		500,0	1 325
0,1		0		0,3	1,5	0,3	0,2	344,8	805
120,5	12,7	7,4	7,1		375,1	13,4	14,2	4 263,8	13 334
123,5	76,9	63,7	15,6	78,4		0,9	27,8	3 164,8	11 621
6,3	10,6	3,9	0,5	7	11,3		8,2	193,1	497
22,4			0,1	48,8	60,6	18,3		1 374,2	10 720
1 562,6	654,6	711,7	680,9	2 882,4	3 138,7	735,5	1 538,4	122 470,6	418 412
7 445	1 424	2 716	1 341	14 798	15 785	2 255	12 926	499 213	
-4 798	-1 051	-1 390	-515	-1 464	-4 163	-1 757	-2 205	-80 801	

- GATT - Centre du Commerce International - 1991.

Singapour, Hongkong). Ces pays comptèrent ainsi en 1992 pour près d'un tiers des importations de l'Égypte, 25 % de celles de la Jordanie, près de 60 % de celles du Koweït (en 1991), près de 30 % de celles du Qatar, plus de 40 % de celles des Emirats arabes unis et près des 2/3 de celles de l'Arabie Saoudite. Seule la Syrie était, pour un tiers de ses importations, orientée vers les anciens pays socialistes d'Europe (annexe II). Les importations des autres PED restent souvent limitées (à l'exception des nouveaux pays industrialisés cités plus haut), avec moins de 10 % (y compris les échanges inter-arabes), à l'exception de l'Irak, du Koweït, du Liban, du Maroc, d'Oman et de la Syrie. Le Japon et les pays voisins s'imposent dans les faits comme un des partenaires privilégiés des pays du Golfe : plus de 22 % des importations du Koweït de celles d'Oman, plus de 24 % de celles de Qatar, près de 33 % de celles des Emirats, le quart environ de celles de l'Arabie Saoudite. Ce schéma est la conséquence notamment de la forte demande d'énergie de ces pays : plus de 45 % des exportations koweïtiennes, près des trois quarts de celles d'Oman et du Qatar, plus de 45 % de celles d'Arabie Saoudite et plus des deux tiers de celles de celles des Emirats (annexe I). Les pays du Golfe paraissent donc avoir été absorbés, comme l'Indonésie, par exemple, dans la mouvance asiatique en tant que fournisseurs d'énergie et clients de plus en plus importants de la zone dite «yen». Les échanges de la région arabe sont aujourd'hui de plus en plus écartelés entre les trois grands blocs

commerciaux hégémoniques : l'Union européenne, le bloc Canada-Etats-Unis et le bloc asiatique. La suppression des relations privilégiées entre la Russie et les autres pays ex-socialistes d'Europe, avec l'Égypte, l'Irak, la Syrie, le Sud-Yémen notamment, a considérablement réduit le rôle commercial de ces pays, réduction accentuée par l'éclatement de la Yougoslavie, autrefois partenaire commercial privilégié de la région arabe, comme pour le Japon, les échanges de la région arabe avec l'Union européenne, concernent non pas les zones périphériques méditerranéennes des pays du Nord, mais leurs centres dynamiques, regroupés autour du concept de «banane» européenne, principaux consommateurs des hydrocarbures, principaux utilisateurs de la main-d'œuvre expatriée, principaux marchés pour les produits agricoles méditerranéens, ou encore principaux réservoirs de touristes. Rien n'est venu, pour l'heure, entamer, la suprématie de l'Europe du nord-ouest, consacrée par la révolution industrielle, si ce n'est l'émergence en Méditerranée des nouveaux acteurs que sont les Etats-Unis, le Canada d'une part, et le Japon et ses satellites d'autre part. Le tableau 11 de la matrice des flux commerciaux en Méditerranée pour 1989 montre bien la faiblesse des échanges intra-méditerranéens.

Cette situation reflète avant tout l'insuffisance des changements structurels amorcés dans le cadre des politiques de ré-industrialisation de la Méditerranée arabe. L'analyse des produits intérieurs bruts

montre, par exemple, que le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et mines) représente, avec les services traditionnels, la source essentielle de la valeur ajoutée. La part des industries manufacturières, dynamiques, sources d'externalités et d'effets d'apprentissage importants, seules en mesure de modifier les termes de la division existante du travail entre les deux rives, reste faible dans tous les pays, même dans des pays ayant déployé de gros efforts dans ce domaine : Algérie, Egypte, par exemple. L'industrie, malgré les investissements considérables réalisés, ne constitue toujours pas la source dynamique endogène d'accroissement des revenus. Ces derniers restent bas – sauf exception – d'autant que les termes de l'échange des hydrocarbures se sont effondrés depuis 1984-85. En dehors des Etats pétroliers du Golfe et de la Libye, le revenu par tête du gros de la région arabe oscille entre 500 \$ et 2 000 \$, soit un dixième en moyenne de celui des pays de la rive nord. De fait, le PNB de l'ensemble de la région arabe approche à peine celui de la seule Espagne. C'est dire que les disparités entre les deux rives s'aggravent chaque jour davantage, alors que les difficultés d'exportations, les services insupportables de la dette, périphérisent par ailleurs la Méditerranée arabe par rapport à la Méditerranée du Nord et à la Turquie. La tentation est grande, dans ces conditions, de ne plus voir dans la rive sud qu'une menace démographique d'autant plus effrayante qu'elle se confond avec le spectre du fondamentalisme.

CONCLUSION

MÉDITERRANÉE 2000 : COOPÉRATION OU FRACTURE ?

Tout se passe comme si les volumes considérables de capitaux tirés des hydrocarbures investis n'ont fait que consolider le schéma de valorisation des ressources naturelles né de l'hégémonie économique et technologique européenne au XIX^e siècle, au lieu de nourrir le développement lui-même. C'est en ce sens que nous avons suggéré le concept de *développement sans croissance*, comme étant le plus approprié à l'expérience récente des économies arabes pétrolières (Sid Ahmed, 1982). En effet, ces énormes revenus ont plus fait bénéficier les populations des bénéfices du développement (infrastructure, éducation, santé gratuite, voyages, etc.) qu'ils n'ont permis de jeter les bases d'une croissance endogène durable. La détérioration des termes de l'échange des hydrocarbures en générant des effets boomerang dans les économies locales — émeutes d'Alger en 1988, du Caire, répliques de celles de Caracas ou de Lagos, a souligné la grande vulnérabilité des économies arabes aux chocs

externes. Il est significatif que là encore, comme depuis le début du siècle dernier, le développement ait été dans la plupart des cas le fait d'étrangers aux pays concernés ou à la région : Japonais, Occidentaux, Indiens, Pakistanais, Philippins, Brésiliens, Turcs, Palestiniens, Yéménites, Libanais, Tunisiens ou Egyptiens. Significatif que les technologies mises en œuvre aient été transférées au prix fort de l'extérieur et mises en œuvre à travers les programmes-clés en main par des étrangers. Alors que la Turquie achève une transition difficile mais efficace vers l'économie de maturité, le gros des populations arabes reste extérieur au processus de développement, vu comme un processus pouvant être acquis en tant que tel à l'extérieur (Sid Ahmed, 1989). C'est dans ce contexte qu'il importe de replacer l'échec des diverses politiques d'intégration régionale : Union du Maghreb avec 2 % des échanges totaux ou Marché commun moyen-oriental. Quelles perspectives s'offrent dans ces conditions à la Méditerranée ?

L'évolution du système économique mondial sera crucial pour son avenir, selon qu'elle stimulera ou rejettera à la marge les tissus productifs nécessaires au développement des divers pays. Pour les Etats-Unis, le bassin méditerranéen n'a d'autre réalité que celle d'un corridor où doit être associée la libre circulation ; peu de marge de manœuvre reste pour les pays riverains pour une réappropriation de la sécurité de leur espace. Rappelons que dans le cadre de stratégies extérieures à la zone, la région arabe reste le premier marché mondial d'exportation d'armement. Aussi la dépendance

et les défis ne peuvent-ils que croître pour ces pays. Face à ces tendances pluri-séculaires, voire pluri-millénaires, à l'éclatement, s'ajoutent les stratégies de forces et d'acteurs extérieurs à la zone, susceptibles de modifier plus fondamentalement les structures de base et les choix. Quelles forces sont alors susceptibles de contrer ces tendances négatives ?

Elles ne peuvent venir que de l'émergence de nouvelles capacités endogènes à saisir la nouvelle situation pour y modeler un avenir voulu et maîtrisé par des riverains coopérants et suffisamment influents pour agir dans ce sens sur les acteurs extérieurs (Gizard, 1993, p. 159). Ainsi au Nord, l'émergence d'une *Europe méditerranéenne* peut constituer un élément de stabilité et d'entraînement mutuel. Les succès de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie et du Sud français, au cours des années 80, témoignent d'une capacité d'adaptation du monde latin méditerranéen aux conditions actuelles de l'échange mondial (Reynaud et Sid Ahmed, 1993, IV^e partie). Ils peuvent servir de signes d'avenir possible aux pays de l'autre rive. Ils montrent l'émergence d'un pôle sud-européen susceptible d'être à terme un véritable moteur et la possibilité d'échanges mutuels accrus. Ceci devrait faciliter la mise en œuvre du projet européen de politique méditerranéenne rénovée avec les corollaires que sont l'extension à la rive sud de la Charte européenne de l'énergie et des projets de zones de libre-échange avec notamment le Maghreb, les pays du Golfe ou encore l'Union douanière avec la Turquie. On ne peut, cependant, exclure un scénario catastrophe, la combinaison des faits majeurs, des variables

externes et des éléments de flexibilité, la considération de leur poids et de leurs dynamismes respectifs, conduisent à penser que dans la seconde moitié du XXI^e siècle, le rapport des rives nord et sud est susceptible de se placer sous le signe de l'approfondissement de la fracture et de la confrontation (Gizar, 1993, p. 162). Les conséquences du bouleversement démographique, l'aggravation des disparités entre les deux rives pourraient conduire au développement et à la régionalisation des syndromes irakien et iranien, voire algérien, transformés en paradigmes pour les populations des rives sud et est : ceux de la revanche sur trop d'humiliations, de souffrances, d'absence de perspectives d'intégration aux courants dominants de l'échange politique, économique et culturel. Auquel cas, les gazoducs euro-maghrébins porteurs de coopérations fortes ne feraient que conforter le schéma traditionnel au lieu d'amorcer une ère de coopération mutuelle efficace entre les deux rives. Cette perspective n'est pas inévitable, elle peut être contrecarrée par le renforcement de la flexibilité, notamment par une Europe forte et méditerranéenne, contribuant à ressusciter, à l'échelle du bassin, les cosmopolitismes de Salonique et d'Alexandrie, le modèle arabo-andalou, l'environnement mutuel des civilisations, sur la base d'échanges accrus retrouvés.

NOTES

1. Ainsi, les investissements totaux des Vénitiens dans le commerce du Levant passèrent-ils de 720 livres vénitiennes en 1101 à 6 282 en 1225. Ceux de Gênes passèrent de 6 808 livres génoises à 118 925 en 1275 (Ashtor, 1985, p. 434).
2. Ainsi, les exportations de coton syrien constituent-elles un des postes stratégiques du commerce vénitien du Levant, coton destiné aux industries textiles lombardes et de la haute Allemagne (Stromer, 1976, p. 675 et s.). Le même auteur parle même d'un monopole vénitien s'apparentant à un précolonialisme sur le commerce du Levant au XV^e siècle (Stromer, 1974, p. 5).
3. Rappelons ici le rôle stratégique joué par le commerce des esclaves entre Gênes et l'Égypte dans les gains commerciaux génois (Ehrenkrentz, 1981, p. 343).
4. Voir l'impact sur l'Égypte de la crise commerciale européenne de 1836.
5. La superficie en vignes y passa de 98 541 ha en 1890 à 138 497 en 1899 (Ageron, 1968, T. 1, p. 567).
6. Rostow, 1978, p. 67.
7. La Turquie kémaliste avait déjà lancé dans les années 30 un programme similaire.
8. Notons, cependant, que certains pays sont aussi source de transferts ; ainsi à elles deux, la Libye et l'Arabie Saoudite avaient transféré près de 19 milliards de dollars à ce titre en 1992 à l'étranger.

9. Dont 21,8 milliards pour la seule France et 8,05 pour l'Espagne.

10) Arabie Saoudite : 5,8 ; Syrie : 1,7 ; Tunisie : 0,9 ; Jordanie : 1,5 ; Algérie : 5,4 ; Egypte : 7,8 ; Maroc : 1,9 (Banque mondiale, Rapport sur le développement humain, 1994).

11. Ce qui donnerait pour la région arabe une population totale de l'ordre de 250 millions en l'an 2000 (annexe 0).

BIBLIOGRAPHIE

- Abadan-Unat Nermin, «Turkish migration to Europe, 1960-1975» in *N. Abadan-Unat, Turkish workers in Europe*, Leiden Brill, 1976.
- Agéron Charles-Robert, *Les Algériens musulmans et la France, 1871-1919*, 2 volumes, Paris, PUF, 1968.
- Anderson Gary M. et autres, «An economic interpretation of the médiéval crusades», *The Journal of European economic history*, vol. 21, n° 2, Fall, 1992, p. 339-63.
- Ashtor E., «The Venetian supremacy in Levantine trade monopoly or pre-colonialism», *The Journal of European economic history*, 1974.
- «Recent research on Levantine trade», *The Journal of European economic history*, vol. 14, n° 2, Fall 1985, p. 361-386.
- «Investments in Levant trade in the period of the crusades», *The Journal of European economic history*, vol. 14, n° 3, Winter 1985, p. 427-441.

- «Catalan Cloth on the late medieval Mediterranean markets», *The Journal of European economic history*, vol. 17, n° 2, Fall 1988, p. 227-257.
- «L'exportation de textiles occidentaux dans le Proche-Orient musulman au bas Moyen-Age» in *Studi in memoria di Faderigo Melis*, Naples, 1978, II, p. 303-77.
- «The factors of technological and industrial progress in the latter middle ages», *The Journal of European economic history*, vol. 18, n° 1, spring 1989, p. 7 à 27.
- «The factors of technological and industrial progress in the later middle ages», *The Journal of European economic history*, vol. 18, n° 1, spring 1989, p. 7 à 36.
- A social and economic history of the Near East in the middle ages*, Londres, 1976.
- Atiya Aziz S., *Crusades, commerce and culture*, Bloomington Indiana University Press, 1962.
- Attiga Ali, «Energy and development in the Arab world : presentation and future prospects», *OPEC Review*, vol. VIII, n° 2, Summer 1984, p. 127-151.
- Balta Paul, «Depuis Ulysse et Sindbad» in Paul Balta (éd) *La Méditerranée réinventée : réalités et espoirs de la coopération*, La Découverte/Fondation René-Seydoux, 1992.
- Bautier R.-H., *Les relations économiques des Occidentaux avec les pays d'Orient au Moyen-Age : points de vue et documents* in A.A.V.V

- Sociétés et compagnies de commerce en Orient et dans l'Océan indien*, Beyrouth, 1966.
- Beaugé Gilbert et Friedmann Buttner, *Les migrations dans le monde arabe*, Editions du CNRS, 1991.
- Beaugé Gilbert et Roussillon Alain, *Le migrant et son double : migrations et unités arabes*, Paris, Publisud, 1988.
- Ben Jelloun Tahar, «L'émergence des sociétés pluriculturelles» in M.A. Roque (éd.), *Les mouvements humains en Méditerranée occidentale*, Institut Català d'estudis mediterranis, Barcelone, 1989, p. 401 à 411.
- Bensaci S., *Pise et le Maghreb au Moyen-Age*, Thèse, Paris, 1979.
- Birot Pierre et Dresch Jean, *La Méditerranée et le Moyen-Orient*, 2 volumes, PUF, 1953.
- Blin Louis, «Les perspectives énergéico-industrielles du rivage oriental de la Méditerranée en cas de paix au Proche-Orient» in *Spécialisations sectorielles et espaces méditerranéens*, Palma, 1994, p. 99 à 109.
- Braudel Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1966.
- Bury J.B. (ed), *The decline and fall of the Roman empire*, Londres, 1900.
- CEPII, *Economie mondiale 1992-2000 : l'impératif de croissance*, 1992, Paris, Economica.
- Cahen Claude, «Quelques mots sur le déclin commercial du monde musulman à la fin du Moyen-

- Age» in M.A. Cook (ed), *Studies in the economic history of the Middle East*, p. 3031 à 3619.
- Chevalier D., «Western development and Eastern crisis in the mideighteenth century : Syria confronted with European economy», *Beginnings of modernization*, edit. Polk et Chambers, 1968, p. 205-22, University of Chicago Press.
- Cipolla Carlo, «The Italian and Iberian Peninsulas», *Cambridge economic history of Europe*, vol. III, 1941.
- Cijakaa Murat, «Incorporation of the Middle East into the European world economy», *Review* 3, 1985, p. 353-78.
- Cohen Cl., *Le commerce d'Amalfi dans le Proche-Orient musulman avant et après la croisade*, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 1917.
- Commissariat général du Plan, *L'Europe, la France et la Méditerranée : vers de nouveaux partenariats*, Paris, 1993.
- Demontes Victor, *L'Algérie industrielle et commerçante*, Paris, Larose, 1930.
- Dimeglio Willy, *Les conditions d'un partenariat industriel entre la France et les pays du Maghreb, la France et les pays d'Europe centrale et orientale*, Paris, mars 1994.
- Ducruet Jean, *Les capitaux européens au Proche-Orient*, Paris, PUF, 1964.
- Ehrenkrentz Andrew, «Strategic implications of the slave trade between Genoa and mamluk

- Egypt in the second half of the Thirteenth century» in *The islam Middle East 700-1900*, A.L. Udovitch (ed). The Darwin Press, 1981, p. 335-47.
- Ekelund R.B. et autres, «An economic model of the medieval church : Usury as a form of rent seeking», *Journal of law, economics and organization*, Fall 1989, p. 307-331.
- El Malki Habib, «La Méditerranée en transition» in M.A. Roque, (éd.), *Les mouvements humains en Méditerranée occidentale*, Institut Català d'estudis mediterranis, Barcelone, 1989, p. 441-49.
- Emerit M., «Les crises des finances tunisiennes et les origines du protectorat», *Revue africaine*, 1949.
- Farnie D.A., «The cotton famine in Great Britain» in B. M. Ratcliffe (ed.), *Great Britain and her world : essays in honor of W.O. Hendersen*, Manchester University Press, 1975.
- East and West of Suez : The Suez canal in history 1854-1956*, Oxford, 1969.
- Faroqhi Suraya, «The Venetian presence in the Ottoman empire (1600-1630)», *The Journal of European economic history*, vol. 15, n° 2, Fall 1986, p. 345-384.
- «The field glass and the magnifying lens : studies of Ottoman crafts and craftsmen», *The Journal of European economy history*, vol. 20, n° 1, spring 1991, p. 29 à 58.
- Finley Moses I., *L'économie antique*, Les Editions de Minuit, Paris, 1973.

- Flassard François, «Les infrastructures de transport dans l'espace méditerranéen : logiques Est-Ouest, logiques Nord-Sud» in Ch. Reynaud et A. Sid Ahmed, *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991, p. 829-45.
- Furber Holden, *Rival empire of trade in the Orient*, St-Paul. University of Minnesota Press, 1976.
- Ganiage Jean, *Les origines du protectorat français en Tunisie*, Paris, PUF, 1959.
- Ganiage Jean, «La crise des finances tunisiennes et l'ascension des juifs de Tunis (1860-1880)», *Revue africaine*, 1^{er} et 2^e trimestres 1955, tome XCIX, Alger.
- Garcia Lopez Barnabé, «Les mouvements de population en Méditerranée» in Marie-Lucy Dumas : *Méditerranée occidentale : sécurité et coopération*, Paris, FEDN, 1992, p. 45-57.
- et autres, «Las migraciones magrebíes y España», *Politica y Sociedad*, 12, 1993.
- Gernet L., «L'approvisionnement d'Athènes en blé aux V^e et IV^e siècles» in *Mélanges d'histoire ancienne*, Faculté des Lettres, Paris, 1909.
- Gibb H.A.R. et Bowen H., *Islamic society and the West*, 2 vol., Londres, Oxford University Press, 1950.
- Godinho-Magalhoes V., «Le repli vénétien et égyptien et la route du Cap 1496-1533», in *Eventail d'histoire vivante, Hommage à Lucien Febvre*, Paris, 1953.
- Goitein S.D., *A Mediterranean society : the Jewish communities of the Arab world, as portrayed in the*

- documents of Cairo Geniza*, vol. 1, *Economic foundations*, University of California Press, 1967.
- Letters of Jewish traders*, Princeton University Press, 1973.
- Grilli Enzo, *The European community and the developing countries*, Cambridge University Press, 1993.
- «Mediterranean trade in the eleventh century : some facts and problems», in M.A. Cook (ed), 1970, p. 51 à 60.
- Hamdouch Bachir, *Spécialisation subie et sous-développement au Maroc : les effets du régime de la porte ouverte et de la domination de la zone*, Editions maghrébines, Casablanca, 1986.
- Hanssen B., «Wage differentials in Italy and Egypt : The incentive to migrate before World War I», *The Journal of European economic history*, vol. 14, n° 2, Fall 1985, p. 347-61.
- Heyd W., *Histoire du commerce du Levant au Moyen-Age*, Leipzig, 1885.
- Inalcik Halil, «Capital formation in the Ottoman empire», *The Journal of economic history*, 29, 1969, p. 97-140.
- «The Ottoman economic mind and aspects of the Ottoman economy» in M.A. Cook (ed), 1970, p. 201 à 218.
- «When and how British goods invaded the Levant markets» in H. Islamoglu Inan (ed), 1987, p. 374-84.
- Isnard H., *La vigne en Algérie*, Paris, 1954.

- Issawi C., *The economic history of Turkey : 1800-1914*, Chicago, University of Chicago Press, 1980.
- «The economic history of the Middle East 1800-1914», The University of Chicago Press, 1966.
- An economic history of the Middle East and North Africa*, Methuen, 1982.
- «The Tabriz-Trabzond trade, 1800-1900», *International journal of Middle East*, 1, 1970, p. 18-19.
- «The decline of Middle Eastern trade 1100-1850» in D.S. Richards (ed), *Islam and the trade of Asia*, Oxford, 1970.
- Jackson Richard P., «From profit-sailing to wage-sailing : Mediterranean owner-captains and their crews during the medieval commercial revolution», *The Journal of European economic history*, vol. 18, n° 3, winter 1989, p. 605-628.
- Katouzian Homa, «Oil and economic development in the Middle East» in G. Sabagh, 1985, p. 44 à 65.
- Khader Bechara, *Le grand Maghreb et l'Europe*, Paris, Publisud, 1992.
- L'Europe et le monde arabe : cousins, voisins*, Publisud, Paris, 1992.
- Knight Melvin, *Morocco as a French economic venture*, New York, Appleton-century, 1937.
- Krueger Hilmer, «The Italian cities and Arabs before 1095» in Marshall W. Balwin (ed). *A History of the crusades*, vol. 1, Madison, University of Wisconsin Press, 1969, p. 40-53.
- Labib Subhi, «Egyptian commercial policy in the middle ages» in M.A. Cook (ed), 1970, p. 63 à 77.

- Lande D., *Bankers and Pashas*, Harvard University Press, 1958.
- Lane Frederic C., «The crossbow in the nautical revolution of the middle ages» in *Economy, society and government in medieval Italy : essays in memory of R.L. Reynolds*, édité par D. Herlihy et autres, Kent Ohio, 1969, p. 161-71.
- Venice, maritime republic*, Baltimore, London, 1973.
- «The Mediterranean spice trade ; further evidence of its revival in the sixteenth century», *American historical review* XXXVIII, avril 1940.
- Lanvin Bruno, «Existe-t-il une dynamique intersectorielle méditerranéenne ?» in Ch. Reynaud et A. Sid Ahmed (eds), *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991.
- Lapidus M., *Muslim cities in the latter middle ages*, Cambridge, Mass., 1967.
- Levasseur Emile, *Histoire du commerce de la France*, 2 volumes, Paris, A. Rousseau, 1911.
- Lewis A., *Mediterranean maritime commerce : AD 300-1100, shipping and trade*, Spoleto, 1978.
- Longrigg Stephen, *Syria and Lebanon under French market*, Londres, Oxford University Press, 1958.
- Lopez Robert, Miskimin Harry et Udovitch Abraham, «England to Egypt, 1350-1500 : long term trends and long-distance trade» in M.A. Cook, 1970, p. 93 à 128.
- Mahjoub Azzam, *Industrie et accumulation du capital en Tunisie de la fin du XVIII^e siècle jus-*

- qu'à la Seconde Guerre mondiale*, C.E.R.E.P., Tunis, 1983.
- Malanina P., «Pisa and the trade routes to the Near East in the late middle ages», *The Journal of European economic history*, vol. 16, n° 2, Fall 1987, p. 335-57.
- Masson P., *Histoire des établissements du commerce français dans l'Afrique barbaresque 1560-1792*, Hachette, Paris, 1903.
- Masson Paul, *Marseille et la colonisation française*, Paris, 1912.
- Mazzaoui M.F. et Luzzatto G., «L'exportation des textiles occidentaux dans le Proche-Orient musulman au bas Moyen-Age (1370-1517)» in *Studi in memoria di F. Melis*, II, Napoli, 1978, p. 303-73.
- Miège Jean-Louis, *Le Maroc et l'Europe*, 4 volumes, Paris, PUF, 1961.
- Okyar O., «New look at the problem of economic growth in the Ottoman empire (1800-1914)», *The Journal of European economic history*, vol. 16, n° 1, Spring 1987, p. 7-51.
- Owen Roger, «The mouvement of labor in and out of the middle east over the last two centuries : patterns and policies» in G. Sabagh, 1985, p. 29 à 43.
- Owen R. J., *Cotton and the Egyptian economy : a study in trade and development*, Oxford Clarendon Press, 1969.
- Owen Roger, *The Middle East in the world economy 1800-1914*, Methuen, 1981.

- Passeron René, *Les grandes sociétés et la colonisation dans l'Afrique du Nord*, Alger, 1926.
- Perelli Augusto et Sid Ahmed Abdelkader, «The futures of culture in the Western Mediterranean» in UNESCO, *The futures of cultures*, Paris, 1994, p. 153-167.
- Piquet V, *La colonisation française dans l'Afrique du Nord*, Paris, 1972.
- Poncelet Martine et Marc Papinutti, «L'analyse des flux de marchandises en Méditerranée, lieu de transit ou d'échanges» in Ch. Reynaud et A. Sid Ahmed, *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991, p. 735-73.
- Prada (de) Miguel Angel, «España, de país de emigración a país de inmigración» in Maria Angels Roque (éd), *Les mouvements humains en Méditerranée occidentale*, Institut Català d'estudis mediterranis, Barcelone, 1989.
- Ravenel Bernard, *Méditerranée : le Nord contre le Sud*, L'Harmattan, 1990.
- Raymond A., *Artisans et commerçants au Caire au XVIII^e siècle*, Damas, 1973.
- Regnault Henri, «Exister dans l'économie Monde» in P. Balta, 1992, p. 61 à 68.
- «La Méditerranée dans la division internationale du travail» in X. Gizard (ed), *La Méditerranée inquiète*, DATAR/Edition de l'Aube, Paris, 1993.
- Ch. Reynaud et A. Sid Ahmed, *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991.
- Robert Louise B., «Venice and the crusades» in Norman P. Zacour et Harry W. Hazard (eds),

- History of the Crusades*, vol. V, Madison. University of Wisconsin Press, 1985, p. 375-451.
- Rojo Teresa, «Les tendances du système énergétique méditerranéen, les relations avec la stratégie européenne», *Spécialisations sectorielles*, 1994, p. 451 à 477, Bruxelles.
- M.A. Roque (éd.), *Les mouvements humains en Méditerranée occidentale*, Institut Català d'estudis mediterranis, Barcelone, 1989.
- Rostovtzeff M., *The social and economic history of the Roman empire*, Oxford, 1957.
- Rostow W.W., *The world economy*, Austin University of Texas Press, 1978.
- Rougé J., *Recherches sur l'organisation du commerce maritime en Méditerranée sous l'Empire romain*, Paris, 1966.
- Saba P., «The creation of the Lebanese economy : economic growth in the nineteenth and early twentieth centuries» in R. Owen (ed), *Essays on the crisis in Lebanon*, Londres, 1976.
- Sabagh George (ed), *The modern economic and social history of the Middle East in its world context*, Cambridge University Press, 1985.
- Shaw S.H., *History of the Ottoman empire and modern Turkey*, Cambridge, Mass., 1977.
- Salvador H., *L'Orient, Marseille et la Méditerranée, histoire des échelles du Levant et des colonies*, Paris, 1854.
- Salvioli G., *Le capitalisme dans le monde antique*, Paris, 1906.

- Sammut Carmel, *L'impérialisme capitaliste français et le nationalisme tunisien (1881-1914)*, Publisud, Paris, 1983.
- Sayad Abdelmalek, «Les trois âges de l'émigration algérienne», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 15 juin 1977, p. 61-64.
- Scardigli Victor, «L'aire culturelle euro-méditerranéenne : un pont entre l'Europe du Nord et le Maghreb» in M.A. Roque (éd.), *Les mouvements humains en Méditerranée occidentale*, Institut Català d'estudis mediterranis, Barcelone, 1989, p. 477-87.
- Schurr Sam et Homan P., *Middle East oil and the Western world*, New York, Elsevier, 1971.
- Semaan Kh. (ed), «Commercial relations between the Neareast and Western Europe from the 7th to the 11th centuries» in *Islam and the medieval West, aspects of intercultural relations*, University of New York, Brighampton, 1975, p. 1025.
- Semple E.C., *The geography of the Mediterranean region : its relation to ancient history*, New York, 1931.
- Shwadran Benjamin, *The Middle East, oil and the great powers*, Westview, 1985.
- Sid Ahmed Abdelkader, *L'économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, 2 tomes, T. II : *Le cas des hydrocarbures*, Paris, Publisud.
- «Les relations économiques entre l'Europe et le Maghreb», *Revue Tiers-Monde*, T. XXXIV, n° 136, octobre 1993, p. 759-780.
- et Reynaud Christian, *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1993.

- «Les relations énergétiques Maghreb-CEE» in M.D. Dumas, 1992, p. 149-63,
Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers-Monde, Paris, Publisud, 1983.
- Sowayegh (Al) Abdelaziz, *Arab petro-politics*, Londres, Coomttelmp, 1984.
- Stambouli Fredj, *Système urbain et développement*, Miméo, Tunis, 1986.
- Stewart Charles, *The economy of Morocco 1912-1962*, Cambridge, Harvard University Press, 1964.
- Sugar P.F., *Southeastern Europe under Ottoman rule : 1354-1804*, Seattle : University of Washington Press, 1977.
- «The Venetian cotton trade in Syria in the latter middle ages», *Studi medievali*, 17, 1976, p. 675-715.
- Thurston Herbert, «Relics» in *Catholic encyclopedia*, vol. 12, 1913, p. 734-738.
- Tignor Robert, *Modernization and British colonial rule in Egypt*, Princeton N.-J., Princeton University Press, 1966.
- Tribalat Michèle (ed), *Cent ans d'immigration, étrangers d'hier, Français d'aujourd'hui*, PUF, Paris, 1991.
- Udovitch A.-L. (ed), *The Islamic Middle East : 700-1900 : Studies in economic and social history*, Darwin, 1981.
- Valensi L., «Islam et capitalisme : production et commerce des chéchias en Tunisie et en France aux XVIII^e et XIX^e siècles», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVI, juillet-septembre 1964.

- «Le monde musulman» in Pierre Léon : *Histoire économique et sociale du monde. La domination du capitalisme 1840-1914*, p. 501-528.
- «La Méditerranée musulmane : la fin d'un empire monde» in P. Léon, *Inerties et révolutions 1730-1840*, p. 570-586.
- Vellas François et Crouzatier Jean-Marie, «La filière tourisme et les pays de la Méditerranée» in Ch. Reynaud et A. Sid Ahmed, *L'avenir de l'espace méditerranéen*, Paris, Publisud, 1991, p. 413-33.
- Venture de Paradis, *Alger au XVIII^e siècle*, Fagnam, 1898, Alger.
- Vidal-Naquet P., *Economie et sociétés en Grèce ancienne*, A. Colin, Paris, 1973, 2^e édition.
- Wake C. H. H., «The changing pattern of Europ's pepper and spice imports, 1400-1700», *Journal of European economic history* VIII, 2, Fall 1979, p. 361-403.
- Walbank F.W., *The awful revolution. The decline of the Roman empire in the West*, Liverpool, 1969.
- Wallerstein I., Degdeli H. et Kasaba R., «The incorporation of the Ottoman empire into the world economy» in Huri Islamogli-Inan (ed) : *The Ottoman empire and the word economy*, Cambridge University Press, 1987, p. 88-101.
- Watt Montgomery W., *The influence of Islam on medieval Europe*, Edinburg, 1972.
- White Lynn, *Technology and innovation in the middle ages medieval, religion and technology*, University of California Press, 1978.
- Woodward Peter N., *Oil and labor in the Middle East*, Praeger, 1988.

ANNEXES

Annexe O. Méditerranée : indicateurs généraux et structure du produit intérieur brut

	Population			Superficie en km ²	Densité par hab. au km ²	Produit brut
	Total 1991 en millions	Taux d'accrois. annuel et moyen 1790-91	Total			
Algérie	25,6	3,0	32,7	2 381 740	11	43 900
Maroc	25,6	25	31,7	446 550	58	27 653
Tunisie	8,2	2,3	9,8	163 610	50	13 188
Egypte	55,6	2,3	64,8	1 001 450	54	30 358
Koweït	2,0	5,0	1,7	17 820	117	11 016
Oman	1,5	4,3	2,2	212 460	7	10 188
Qatar	0,44	6,8	0,5	11 000	40	6 884
Arabie Saoudite	15,3	4,8	20,7	2 149 689	7	108 640
E.A.U.	1,63	9,9	2,0	83 600	19	34 323
Chypre	0,7	0,7	0,8	9 250	77	5 830
Irak	18,6	3,3	24,8	438 320	43	66 130
Iran	59,9	3,6	77,9	1 648 000	36	645 563
Syrie	12,8	3,5	17,5	185 180	69	27 225
Liban	2,7	0,6	3,3	10 400	268	3 624
Jordanie	4,11	2,8	5,6	89 210	46	4 074
Turquie	57,166	2,3	68,3	779 450	73	108 005
Yémen	12,104	3,1	16,4	527 970	23	8 087
Malte	0,356	0,8		320	1113	2 462
Albanie	3,287	2,1		28 750	114	810
Bulgarie	8,975	0,3		110 910	81	16 514
Roumanie	23,273	0,7		237 500	98	28 850
France	56,965	0,5		551 500	103	1 195 817
Grèce	10,153	0,7		131 990	77	70 240
Italie	57,729	0,3		301 270	192	1 149 902
Portugal	9,865	0,4		92 390	107	68 613
Espagne	39,028	0,7		564 780	77	527 568
Israël	4,871	2,4		20 770	235	59 127
Libye	4,9		64	176 000		

CNUCED, 1994, Genève

1991.

1991		Produit intérieur brut par branche d'activité économique						
Par habitant en dollars	Agriculture	Activité industrielle Total Industries manufacturières		Construction	Services Commerce, Transports Autres et communication			
1 714	5	35	17	17	14	6	22	
1 077	20	28	19	5	13	7	27	
1 603	14	27	17	5	23	7	24	
566	16	21	16	5	20	8	30	
5 281	0	32	14	6	13	7	41	
6 448	4	48	4	4	14	4	27	
15 645	1	40	11	5	6	3	45	
7 061	7	35	8	13	9	7	29	
21 057	2	51	8	8	10	5	24	
8 222	7	18	15	10	22	9	34	
3 541	23	4	4	2	17	11	43	
10 769	21	28	18	4	18	7	22	
2 126	31	18	5	4	23	9	15	
1 302	9	19	13	5	28	4	37	
982	6	5	1	5	14	24	46	
1 889	17	26	22	6	18	13	19	
668	21	18	10	5	12	8	35	
6 916	3	39	27	-14	6	38		
246								
1 840	17			6	8	7		
1 240	14	53		7	6	8	13	
20 992	3	24	22	5	16	6	45	
6 958	16	21	17	7	12	7	37	
19 919	3			6	19	6		
6 955	5	31	27	7	21	6	31	
13 518	4	22	19	9	22	6	37	
12 139								

Annexe I. Méditerranée : valeur et structure des exportations par régions, 1992 sauf

Pays	Valeur des export. en millions de dollars	Pays développés à économie de marché					Autres
		Total	Europe		Etats-Unis et Canada	Japon	
			Total	Union europ.			
Algérie	11 790,0	92,1	74,1	71,3	17,3	0,7	
Chypre	1 003,0	67,3	63,3	59,4	1,7	0,4	1,9
Egypte	3 050,0	62,6	41,0	39,3	9,6	2,4	9,6
France	231 451,9	79,3	68,9	62,7	7,5	1,8	1,1
Grèce	9 539,7	76,4	69,6	64,1	4,6	0,9	1,3
Irak ¹	6 659,0	70,9	26,7	26,6	34,7	9,5	
Israël	13 082,3	76,1	37,6	34,5	31,2	5,3	2,0
Jordanie	1 219,9	12,7	9,1	4,7	1,6	1,5	0,6
Koweït ¹	8 148,6	51,1	24,0	23,9	7,0	19,1	1,0
Liban ²	517,0	31,6	22,9	10,4	8,3	0,2	0,2
Libye ³	10 663,0	88,2	88,2	84,6			
Malte	1 559,8	82,9	76,9	75,8	5,8	0,1	0,1
Maroc	3 977,2	75,6	66,0	64,0	4,3	4,9	0,3
Oman	5 428,0	39,6	2,8	1,7	1,6	34,6	0,5
Portugal	18 540,5	89,7	83,9	75,2	4,3	0,8	0,8
Qatar	3 485,8	61,7	2,5	2,5	2,1	57,0	0,1
Roumanie	4 468,5	42,9	38,1	32,5	2,4	1,4	0,9
A. Saoud.	44 352,0	54,7	18,5	16,3	14,4	20,2	1,6
Espagne	64 301,6	82,7	75,6	17,1	5,3	0,9	0,9
Syrie	3 130,0	43,1	42,2	41,6	0,9	0,1	
Tunisie	4 042,0	80,5	79,4	78,6	0,9	0,3	
Bulgarie ³	3 834,8	11,2	9,1	7,6	1,7	0,3	0,1
E.A.U.	11 873,0	64,2	10,9	9,3	6,0	46,6	0,9
Yémen	14,6	37,7	22,6	22,6	8,2	6,8	
Italie	178 348,9	77,3	66,0	57,8	7,7	1,9	1,7
Turquie	14 715,5	64,2	55,4	51,0	6,3	1,1	1,5

1. 1990 ; 2. 1986 ; 3. 1991 ; 4. 1988 .

Source : Manuel de statistiques du commerce international et du développement 1993

indications contraires

	Pays d'Europe occidentale	Pays socialistes d'Asie	Pays et territoires en développement					
			Total	dont OPEP	Amérique	Afrique	Asie occi- dentale	Asie Sud et Sud-Est
	1,4		6,4	0,7	2,4	1,8	1,4	0,4
	3,1	0,2	27,0	10,6		7,3	15,3	2,8
	4,0		27,4	11,8	0,2	6,2	13,1	7,8
	1,2	0,7	17,8	4,2	3,5	6,2	3,0	4,6
	6,4	0,2	15,9	3,4	1,7	3,8	8,5	0,9
	6,8	0,8	21,3	2,4		1,6	12,1	4,1
	1,0	0,4	14,6	0,6	2,3	0,5	1,1	10,6
	1,4	1,7	61,6	29,4	0,6	6,3	32,4	21,5
	0,5	0,5	41,9	4,9	1,9	2,0	6,6	26,7
	4,6	0,6	63,2	35,1	1,0	2,4	59,6	0,1
	2,5	0,4	8,7	0,2	0,3	0,9	2,5	0,4
	2,2		11,9	5,6	0,2	5,6	1,4	4,6
	0,7	0,8	21,9	9,0	1,9	8,9	3,3	7,8
			50,6	7,7	0,1	0,8	8,0	41,6
	0,2	0,1	8,7	0,6	0,6	6,4	0,7	0,9
		1,8	30,9	5,7	4,3	0,4	6,0	20,1
	19,0	4,9	31,3	4,4	1,7	3,7	17,1	3,8
	0,3		44,1	2,4	0,1	8,8	10,6	24,3
	0,6	0,4	14,3	3,6	4,8	4,7	2,4	2,3
	33,8		22,7	9,9		2,8	19,1	0,6
	1,4	0,6	16,2	8,8	0,8	9,0	3,2	3,0
	76,9	1,6	10,2	5,0	1,0	5,1	2,0	1,0
	1,0		34,8	9,2	5,8	4,4	12,1	12,4
			62,3			1,4	53,4	6,8
	2,1	0,9	16,6	5,2	2,8	3,7	5,0	4,4
	8,2	0,2	27,2	11,2	0,7	5,1	14,7	6,1

Genève, 1994, pp. 122 et s.

Annexe II. Méditerranée : valeur et structure des importations par régions, 1992 sauf

Pays	Valeur des impor. en millions de dollars	Pays développés à économie de marché					Autres
		Total	Europe		Etats-Unis et Canada	Japon	
			Total	Union europ.			
Algérie ¹	7 688,3	86,0	66,7	61,8	12,5	4,8	1,9
Chypre	3 258,8	78,6	57,8	52,4	9,0	10,6	1,1
Egypte	8 292,9	71,3	44,8	36,3	18,5	4,3	3,7
France	238 299,1	80,6	66,5	59,7	8,9	4,1	1,1
Grèce	23 151,7	79,4	68,2	62,7	3,9	6,4	0,9
Irak ²	9 858,8	66,9	42,2	37,2	16,4	5,5	2,8
Israël	18 957,0	83,1	58,5	48,7	17,6	5,3	1,7
Jordanie	3 256,8	51,6	32,8	29,4	11,6	6,0	1,3
Koweït ¹	5 093,1	65,2	22,1	18,9	33,1	9,4	0,5
Liban	4 158,5	61,1	48,6	44,3	8,9	3,6	0,1
Libye ¹	5 988,7	70,7	67,1	62,0	0,9	2,5	0,2
Malte	2 796,3	89,0	83,5	78,5	2,3	3,4	0,1
Maroc	7 355,6	69,1	58,4	53,9	8,0	2,1	0,5
Oman	3 759,2	58,6	25,8	23,5	7,2	23,3	2,3
Portugal	30 482,4	87,3	79,8	73,8	3,6	3,1	0,9
Qatar ¹	1 719,7	70,3	40,9	38,2	12,0	13,6	3,8
Rouma. ¹	5 722,7	38,3	31,1	25,2	3,7	1,3	2,2
Espagne	99 472,7	79,3	65,6	60,8	7,9	4,7	1,1
Syrie ²	2 401,2	59,8	45,4	40,4	11,1	3,3	
Tunisie	6 425,5	82,9	74,5	71,2	6,0	2,3	0,1
E.A.U.	11 472,0	60,3	34,5	31,2	9,4	14,2	2,1
Yémen ²	1 298,4	54,7	35,5	31,3	6,7	5,2	7,2
Italie	189 190,0	78,0	67,6	58,0	6,0	2,3	2,1
Turquie	22 870,9	68,6	51,1	43,9	11,8	4,9	1,9
Bulgarie ¹	2 585,0	68,3	60,2	50,9	6,2	1,5	0,4
A. Saoud. ¹	2 9073,8	77,8	41,7	34,4	21,1	13,7	1,3

1. 1991 ; 2. 1989 ; 3. 1990.

Source : Manuel de statistiques du commerce international et du développement 1993.

indications contraires

	Pays d'Europe occidentale	Pays socialistes d'Asie	Pays et territoires en développement					
			Total	dont OPEP	Amérique	Afrique	Asie occi- dentale	Asie Sud et Sud-Est
	2,1	0,2	11,7	1,1	2,7	3,0	2,9	1,8
	2,5	1,4	12,4	1,7	0,7	1,4	2,5	7,8
	3,2	2,2	17,5	3,2	3,1	1,9	3,7	8,8
	0,8	1,5	14,2	3,9	2,1	4,4	2,5	5,1
	4,0	1,0	14,4	6,9	1,3	4,7	5,4	2,7
	3,7	0,7	28,6	8,3	4,2	1,8	15,8	3,4
	8,9		5,7	0,3	1,1	0,3	0,5	3,6
	5,6	2,4	37,7	17,0	1,8	4,3	23,0	8,3
	0,5	0,4	33,2	14,6	0,6	0,3	15,2	12,5
	6,3	1,6	28,8	1,6	1,8	1,0	17,5	8,1
	4,5	1,2	22,9	0,8	1,2	8,4	6,1	5,2
	2,1	0,6	7,3	1,9	0,6	2,2	0,2	4,1
	2,0	2,0	25,1	15,3	3,4	5,8	13,5	2,4
	0,1	0,4	40,3	30,6	0,5	0,3	31,6	7,8
	0,2	0,4	11,6	3,9	3,1	5,0	1,3	2,2
	0,3	1,3	28,1	9,8	2,5	0,7	13,9	10,7
	24,7	2,9	33,6	16,2	2,7	8,2	17,5	2,0
	0,6	1,7	17,1	5,9	4,4	6,1	2,2	4,4
	8,7	1,3	23,4	4,1	2,9	2,6	13,5	2,8
	2,2	0,8	11,3	3,8	2,0	5,5	2,0	1,8
	0,6	5,0	30,8	8,0	1,0	0,5	10,3	18,5
	2,3	3,0	39,9	17,5	8,9	4,4	19,1	14,8
	4,1	1,5	15,4	6,1	2,4	5,6	2,0	2,8
	3,7	0,8	21,7	13,1	1,8	2,8	11,5	5,9
	8,1	1,0	22,4	0,8	1,2	2,5	7,3	4,8
	0,9	2,2	16,8	2,0	2,0	1,8	4,1	8,9

Genève, 1994, pp. 134 et s.

Annexe III. Méditerranée : structure des exportations par principales catégories et

Pays	Les principales catégories de produits exportés (en pourcentage)						
	Produits alimentaires	Matières premières agricoles	Combustibles	Minerais et métaux	Produits chimiques	Autres articles manufacturés	Machines matériel transport
Algérie ¹	0,5		96,9	0,5	0,7	0,9	0,7
Chypre	37,8	0,7	2,2	0,7	8,3	46,2	3,9
Egypte	11,0	3,1	43,7	6,8	5,4	28,7	1,1
France	15,6	1,6	2,3	2,4	13,5	25,5	39,0
Grèce	33,5	2,0	5,3	5,7	4,0	41,5	4,8
Irak ²	0,6	0,2	96,8	0,3	1,2	0,3	0,2
Israël	6,5	2,1	0,6	1,4	13,4	48,3	27,5
Jordanie	15,6	0,7		33,9	31,1	16,8	1,9
Koweït ²	1,0	0,4	82,0	1,5	1,5	7,5	5,9
Liban	3,0	27,5	0,2	55,8	0,5	3,5	9,0
Libye ¹	0,6	0,1	95,4		3,4	0,5	
Malte	2,1	0,1		0,5	1,9	34,3	60,9
Maroc	27,1	26,0	3,1	12,0	18,7	30,8	5,6
Oman ¹	2,0		89,0	0,9	0,3	1,7	5,5
Portugal	7,4	4,6	2,7	2,1	4,3	57,2	21,4
Qatar	0,3		85,2	0,1	9,3	5,0	
Roumanie							
A. Saoud.	0,4	0,4	89,2	0,6	4,3	2,0	1,6
Espagne	15,2	1,5	2,9	2,5	8,0	26,2	43,0
Syrie ¹	13,7	4,5	45,2	0,9	12,8	22,6	0,2
Tunisie	10,1	0,6	15,1	1,3	12,8	51,3	8,7
Bulgarie							
E.A.U. ⁴	1,9	0,1	84,5	1,4	0,7	6,5	4,3
Yémen ⁵	50,0	6,2	6,2	1,4	0,7	19,2	13,7
Italie	7,1	0,6	1,9	1,2	7,0	44,3	36,8
Turquie	22,7	1,4	1,6	2,9	4,3	58,3	8,8

1. 1991 ; 2. 1990 ; 3. 1989 ; 4. 1988 ; 5. 1986.
 CNUCED, 1994, Genève, pp. 189 et.

certains groupes de produits 1992, sauf indications contraires.

Certains groupes de produits (en pourcentage)								
	Céréales	Engrais	Pétrole brut et produits pétroliers	Produits médicaux et phar- maceu- tiques	Fibres, textile, files, tissu, vêtements	Métaux et autres	Machines	Matériel de transport
		0,3	63,8		0,2	0,6	0,6	0,1
	0,6		2,2	5,0	29,5	0,9	3,7	0,3
	2,1	1,5	43,3	0,9	20,4	12,6	1,1	0,1
	3,5	0,1	1,1	2,1	5,3	7,7	21,4	17,6
	4,9	0,5	5,1	0,4	28,3	9,3	4,1	0,8
		2,8	0,5	0,9	7,6	3,2	24,9	2,7
	0,4	44,4		8,7	4,0	2,9	1,5	0,4
		0,5	96,1			0,4		
	0,2			0,9	13,8	0,9	60,8	0,1
	0,1	14,9	3,1	0,5	24,8	1,9	4,5	1,0
	0,2				0,7	1,0	0,9	4,5
	0,2	0,1	2,7	0,6	29,8	3,3	13,8	7,5
	0,9	0,3	2,7	1,2	4,0	8,4	16,2	26,8
	0,7	6,6	1,5	0,3	39,8	2,4	7,9	0,7
	1,3	0,1	1,9	1,4	12,8	8,1	27,4	9,5
	4,1	0,3	1,5	0,3	40,2	12,0	6,3	2,5

Annexe IV. Méditerranée : structure des importations par principales catégories et .

Pays	Les principales catégories de produits importés (en pourcentage)						
	Produits alimentaires	Matières premières agricoles	Combustibles	Minerais et minéraux	Produits chimiques	Autres articles manufacturés	Machines et matériel de transport
Algérie ¹	28,5	2,9	1,4	2,2	10,7	23,5	30,7
Chypre	16,4	1,2	8,7	1,7	7,1	32,5	32,4
Egypte	29,4	6,3	1,4	3,3	13,0	20,5	26,1
France	10,6	2,3	8,6	3,2	11,0	29,9	34,3
Grèce	14,6	2,3	9,8	1,7	10,4	26,7	33,9
Irak ¹	12,6	1,2	0,3	1,5	4,7	26,1	53,6
Israël	7,2	1,8	7,8	2,1	9,5	38,0	32,1
Jordanie	21,2	1,2	13,7	1,3	11,1	26,1	24,6
Koweït ²	19,7	8,9	1,0	2,1	7,7	38,8	29,6
Liban	15,8	1,6	15,2	4,2	8,0	29,7	25,0
Libye ³	23,8	2,0	0,4	1,0	8,7	30,3	33,9
Malte	10,4	1,0	4,8	1,3	6,6	27,0	48,7
Maroc	14,1	5,7	15,3	4,7	10,2	21,5	28,4
Oman ³	18,8	0,7	1,9	0,7	6,1	26,3	42,3
Portugal	12,2	3,0	8,1	1,8	8,9	28,2	37,6
Qatar	17,0	0,7	0,8	3,2	5,9	30,4	42,1
A. Saoud. ²	16,2	0,8	0,3	2,0	7,7	33,3	38,7
Espagne	12,2	2,5	10,2	3,0	10,1	25,2	36,9
Syrie ⁴	31,1	1,9	3,0	1,4	13,5	28,1	20,0
Tunisie	8,3	3,7	7,6	3,3	8,2	38,4	30,4
E.A.U. ⁵	15,9	1,0	2,8	2,1	7,0	39,9	30,8
Yémen ⁶	25,8	2,5	17,2	0,3	6,5	20,8	26,6
Italie	12,8	4,8	8,6	4,1	11,7	23,2	32,3
Turquie	5,9	4,8	16,5	4,7	13,4	19,1	35,2

1. 1980 ; 2. 1989 ; 3. 1991 ; 4. 1990 ; 5. 1988 ; 6. 1982.

CNUCED, 1994, Genève, pp. 180 et.

certaines groupes de produits 1992, sauf indications contraires.

Certains groupes de produits (en pourcentage)								
Céréales	Engrais bruts et manufacturés	Pétrole brut et produits pétroliers	Produits médicaux et pharmaceutiques	Fibres, textile, files, tissu, vêtements	Métaux et autres manufactures	Machines	Matériel de transport	
8,9	0,2	0,8	5,1	2,7	13,9	25,7	4,9	
2,4	0,4	3,2	6,7	9,3	8,0	18,4	14,0	
11,4	0,2	0,4	2,0	3,9	8,5	24,4	4,8	
0,8	0,5	6,4	1,5	7,7	7,5	24,1	12,1	
1,4	0,4	9,4	2,2	8,6	6,1	16,3	17,6	
6,6	8,1	0,2	0,6	7,7	11,5	42,7	11,2	
2,0	0,1	7,8	1,5	4,4	6,8	21,4	10,6	
7,1	0,6	13,5	2,7	6,4	9,0	12,4	12,2	
2,9		0,6	1,8	11,5	8,9	14,8	14,8	
3,8	0,9	15,0	1,9	9,4	8,9	17,0	8,0	
8,2	0,6	0,4	1,6	6,6	13,2	24,5	9,4	
1,7	0,1	4,2	1,2	7,6	4,9	41,9	7,8	
5,5	0,7	13,1	1,4	7,4	9,2	21,8	6,6	
2,9	0,3	1,9	1,3	4,6	8,5	23,9	18,4	
2,3	0,2	7,1	1,4	10,4	6,3	21,4	16,2	
1,9		0,7	1,3	6,4	8,9	28,5	13,6	
3,5	0,5	0,3	1,8	10,4	7,9	19,7	19,1	
1,1	0,4	8,6	1,6	6,3	6,0	22,4	14,4	
15,9	1,9	2,1	10,0	7,1	15,2	16,8	3,1	
2,3	0,1	5,0	2,3	20,9	10,1	23,1	74,0	
2,0	0,2	2,8	0,9	13,6	7,6	19,1	11,7	
6,4	0,4	11,5	2,7	4,2	6,4	13,5	13,1	
1,4	0,3	7,8	2,0	6,7	7,3	14,2	14,1	
0,7	1,2	12,9	1,4	5,4	9,1	24,8	9,3	

Annexe V. Dette à long terme et son rapport au produit national brut : service de la me, des travailleurs expatriés, investissements étrangers, 1992.

Pays	Dette active					
	Montant total (en millions de \$)		En % du PNB		Montant (en millions)	
	1975	1991	1975	1991	1975	
Algérie ¹	5 912	30 159	38,3	74,1	858	
Egypte	5 090	27 749	45,5	91,0	612	
Libye	264	3 030	2,0	13,0	278	
Maroc	1 818	19 249	20,4	72,5	173	
Chypre	123	3 141	17,8	58,9	24	
Irak	1 170	12 953	8,4	20,7	221	
Jordanie	345	6 078	33,9	163,4	44	
Syrie	707	13 897	10,3	85,8	117	
Turquie	3 614	43 831	10,1	41,4	358	
Yémen ²	119	8 197	38,6	111,7	3	
Tunisie	1 092	7 306	25,9	58,1	135	
A. Saoudite						
Malte						
Espagne						
Grèce						

1. 1991 ; 2. 1989.

CNUCED, 1994, Genève.

dette et son rapport aux exportations de biens et services : revenus tirés du touris-

Service de la dette				Revenus tirés du tourisme, de l'expatriation, investissements étrangers		
total de \$)		En % des exportations de biens et services		Tourisme	Revenus expatriés en millions de \$	Investis- sements étrangers
	1991	1975	1991			
	8 548	17,7	66,8	84	239	12,0
	2 768	26,9	23,4	216,5	6 104,0	459
	674	4,1	6,9	60	- 4 460	159
	2 425	8,6	38,8	1 371	2 179	424
	397	8,3	13,1	1 556	2 210	106,9
	402	2,5	26,8			
	468	10,6	18,0	463	781	407
	676	8,9	14,8	600	555	
	7 119	17,8	31,0	3 639	3 147	844
	129	35,0	13,5	530	414	
	1 316	10,2	25,5	1 173	574	379
					- 12 700	
				556	9,4	
					2 613	8 058
					2 417	1 144

Annexe VI. Production pétrolière : région arabe et Iran (en millions de barils)

Pays	1914	1930	1940	1950
Iran	3	46	66	242
Irak		1	20	51
Arabie Saoudite ^a			5	200
Koweït ^a				126
Qatar				12
Emirats arabes unis				
Oman				
Autres pays du M.-O.			7	11
Total Moyen-Orient	3	48	98	
Egypte	1	2	7	642
Libye				16
Algérie				
Total Afrique du Nord ^b	1	2	7	17
Total de la région	4	50	105	659
Monde	408	1 412	2 150	3 803
Moyen-Orient (% du monde)	1	3	5	17
Afrique du Nord (% du monde)				
Région (% du monde)	1	3	5	17

^a La moitié de la production de la zone neutre incluse.

^b Bahreïn, Israël, Syrie et Turquie inclus.

^c Maroc et Tunisie inclus.

Source : Organization of the Petroleum Exporting Countries, Annual Statistical 1993 : OPEC et CNUCED, 1994.

	1960	1970	1975	1978	1980	1993
	391	1 398	1 953	1 913	565	1 312
	356	565	826	935	989	180
	481	1 387	2 583	3 030	3 634	2 967
	619	1 091	761	778	596	675
	64	132	160	178	128	151
		285	607	688	624	799
		97	125	155	104	248
	20	114	122	100	103	85
	1 931	5 069	7 137	7 737	6743	6 417
	24	169	84	169	225	348
		1 211	540	724	654	501
	66	376	359	424	344	272
	91	1 756	1 018	1 354	1 262	1 121
	2 022	6 825	8 155	9 091	8 005	7 538
	7 674	16 628	19 485	21 948	22 820	24 232
	25	30	37	35	30	26
	1	11	5	6	6	4,6
	26	41	42	41	35	30,6

Bulletin, 1978, Petroleum Economist, January, July 1981.

OUVRAGES PUBLIÉS

1. B. KAYSER, *Méditerranée : une géographie de la fracture*
2. A. SID AHMED, *Les flux d'échanges en Méditerranée*
3. A. KERAMANE, *L'énergie et sa distribution*
4. G. CAMPS, *Les Berbères*

OUVRAGES EN PRÉPARATION

- EI M. CHADLI, *Le conte populaire dans le pourtour de la Méditerranée*
P. H. STAHL, *La Méditerranée : propriété et structure sociale*
D. SREJOVIC, *Les Illyriens et les Thraces*
M. H. FANTAR, *La Méditerranée punique*
A. PERELLI, *Implantations humaines et paysages agraires*

Pour toutes informations sur les titres parus
ou à paraître en français, écrire à :
Alif-Les Editions de la Méditerranée,
3, rue de Hollande, 1001 Tunis, Tunisie
Edisud, La Calade, 13090 Aix-en-Provence, France
Toubkal, Imm. IGA, Place de la Gare, Casablanca
Belvédère 05, Maroc

T E M P S P R É S E N T

ABDELKADER SID AHMED

Abdelkader Sid Ahmed a enseigné à l'Université de Paris-Dauphine et à l'Université d'Alger. Il a ensuite activement participé au dialogue Nord-Sud (Conférence de Paris), à divers groupes d'experts internationaux, notamment sur l'endettement extérieur, la réforme monétaire internationale et l'inflation importée.

Il est professeur d'économie à l'Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et chercheur à l'ORSTOM.

Il a été membre du Comité de stratégie à long terme de l'OPEP et conseiller du défunt Président Boudiaf.

Il est l'auteur d'un certain nombre d'ouvrages, dont : *L'OPEP. Passé, présent et perspectives*; *L'Economie de l'Industrialisation à partir des ressources naturelles*; et tout récemment *L'Economie politique de la transition*.



9 782857 448785